informations & Finances internationales www.latineco.com

Amérique Latine - DISTRIBUTION Étude mensuelle

Janvier 2003 - N° 71



- 0. Les indicateurs économiques
- 1 La conjoncture et l'environnement économique
- 2. Les tendances du commerce et de la consommation
- 3. L'actualité des enseignes

	PI	B Mds	\$		PII	B ∆ %		Pop.M	ı	nflatio	n %		lde nercial	Rése internat	erves : (Mds\$)	Dette ext.	Char	nge/\$	Chôm.%
	2000	2001	2002	2001	2001	2002(p)	2003(p)	2001	2001	2002	2003 (p)	2000	2001	Déc'01	Déc'02	Déc '02	Déc '02	Déc'01	Nov '02
Argentine	283	263,37	98,4	-0,5	-4,5	-18,0	1,0	36,23	-1,5	41,0	30,0	-2,22	2,5	27,0	19,5	140,0	3,4	1	24,0
Brésil	776	576	Nc	4,42	1,51	1,2	2,5	169,8	7,33	12,5	6,5	-1,19	1,7	43,6	39,3	230,5	3,6	2,3	11,0
Chili	78,09	64,1	61,7	5,4	3,1	1,9	3,3	15,4	2,6	2,8	2,8	1,64	2,1	15,9	15,3	41,1	710	654	9,9
Colombie	99	87	Nc	2,8	1,28	1,6	1,8	42,0	7,65	9,0	5,0	1,57	0,3	8,6	10,9	39,5	2 867	2 290	18,5
Équateur	99,7	12,7	Nc	1,9	5,4	3,1	3,5	12,2	22,4	9,8	9,0	1,61	-6,2	1,8	1,3	11,1	1,0	1,0	11,0
Mexique	397	614	605	7,0	-0,3	1,1	3,0	97,5	4,4	5,8	3,0	-5,36	-8,8	40,8	45,3	250,0	10,35	9,11	3,05
Pérou	65	55,6	56,7	3,0	0,2	5,0	3,7	26,7	-1,1	1,5	4,5	-0,56	-0,2	9,7	9,8	29,0	3,5	3,44	7,5
Uruguay	22,35	22	13	-1,0	-3,2	-9,2	-2,3	3,2	3,59	25,94	30,0	-1,11	-0,9	2,5	1,6	5,1	28,0	11,74	19,2
Venezuela	100	121,8	Nc	3,2	2,7	-7,8	2,2	23,2	12,3	31,2	45,0	-1,67	10,6	14,8	9,2	46,0	1 400	760	18,0

Indicateurs économiques

Table des Matières

	Indicateurs économiques	2
۱.	LA CONJONCTURE ET L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE	1
	Amerique Latine	1
	Un continent toujours vulnérable	
	Les chiffres de la Cepal	
	La Région et l'agenda 2003 des États-Unis	
	Argentine	
	Proche d'un accord avec le FMI ? Mais, quel accord ?	
	Remboursements des dépôts « pésifiés »	
	Les entreprises argentines et leur endettement	
	Un bon excédent primaire	4
	Bas niveau d'épargne familial	5
	Commerce argentino-brésilien	5
	Importations substituées	
	Moins d'impôts!	
	Davantage d'inégalités	
	Un peu de politique : Eduardo Duhalde se fait prier	
	Bresil	
	Reprise en vue	
	Le PT veut réformer les retraites	
	Propriétaires grâce à Lula	
	Moins de M&A	
	Sur la lame du rasoir ?	
	Les points clefs du programme du Président da Silva.	
	Un nouveau Code civil	
	L'inflation de Palocci	
	Chômage à São Paulo	
	CHILI	
	Que des bons chiffres	
	©ue ues vons crugres	
	Un ample excédent 2003	
	La plus basse prime de risque	
	Moins de M&A	
	L'évolution de l'Indice des Prix au Consommateur	11
	L'évolution de l'IPC depuis janvier 2001 (décembre 2000=100)	11
	Согомвіе	. 12
	La croissance 2003	
	Moins de fonctionnaires	12
	Le plan social d'Uribe	
	Le nouveau SMIC	
	Guérilla : la paix ou la défaite	
	Mexique	
	La loi des finances 2003	
	Un peso de plus en plus faible	
	Bien vérifier les billets!	
	La manne des IED	
	Les bénéfices de l'Alena	
	Le nouveau SMIC	
	Mauvaise période pour l'emploi	
	Remaniement ministériel	16

PEROU	17
Beaucoup mieux que prévu	
Le commentaire d'iFi	
En dehors de la nouvelle loi des sociétés	
Consommation et investissement	
Uruguay	
Toujours en récession	
Moins d'importations et d'exportations	
Chômage en hausse	
Solidarité familiale on-line	
Venezuela	
Prévisions de croissance contrastées	
Les PME/PMI victimes de la crise	
Une autre violence quotidienne	
Un bilan des 4 années Chávez	
Le commentaire d'iFi Pourquoi toutes ces données négatives ?	20
II. LES TENDANCES DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION	22
Argentine	22
L'inflation la plus forte de ces 10 dernières années.	
Le commentaire d'iFi	
Graph 2.1 : les variations de décembre	
Graph 2.2 : évolution des prix de gros et au consommateur avec Décembre 1999 = 100	
Un panier à contrôler	
Graph 2.3 : les articles ayant eu le plus d'incidences sur le panier de base de décembre	
Graph 2.4 : les prix de la « canasta básica » (alimentation et total) depuis décembre 2001 (en pesos) pour	
enfants (âgés entre 5 et 8 ans)	
Graph 2.5 : l'évolution mensuelle du panier de base alimentaire et total	
Graph. 2.6 : variation des ventes en volume et en valeur des supermarchés depuis octobre 2001 en pesos (
même mois de l'année précédente)	
Graph 2.7 : variation des ventes des shoppings (comparé au même mois 2001)	
et le bilan des fêtes	
Graph 2.8 : évolution des ventes de Noël 2002 comparé à Noël 2001	
Le moral des familles et des commerçants	
Le commentaire d'iFi	
Graph 2.9: indice de confiance des familles	
Le poids de la vente à la sauvette	
Discrimination entre touristes et Argentins	28
Bresil	29
Le point sur l'inflation 2002	29
Graph 2.10 : variation mensuelle de l'IPCA selon les capitales des États	29
Graph 2.11 : variation mensuelle de l'IPCA par segment (en %)	
Graph 2.12 : variation de l'Indice des Prix au Consommateur (IPCA) avec base décembre 1999=100	
Un panier de base très cher	
Ventes, un bilan positif pour clore l'année	
Graph 2.14: les variations des ventes au détail depuis janvier, comparé au même mois 2001	
Le crédit pousse les achats	
Davantage de centres commerciaux pour les prochaines années	
Graph 2.15 : la composition des centres commerciaux	
Résultats décevants pour l'électroménager	
CHILI	
Le bilan des ventes du commerce de détail	
et des supermarchés :	
Graph 2.16: variation des ventes des supers, / au même mois 2001, selon l'Asach	
Le nombre de supermarchés par Région	
Graph 2.17 : variation des ventes des supers, comparé au même mois 2001, selon l'INE	34
Graph 2.18: variation de l'indice des ventes hors inflation avec décembre 2000=base 100	
Le commentaire d'iFi sur les années 2002 et 2003	
Cartes de crédits : les grands magasins concurrencent les banques	36

COLOMBIE	37
Bilan plutôt positif pour les fêtes d'année	37
et optimisme pour la rentrée scolaire	
Gel des prix chez les grossistes	
MEXIQUE	38
Le bilan des ventes	
Le commentaire d'iFi	
Graph 2.19 : Variation des ventes au détail et de gros (/au même mois de l'année d'avant)	
Perou	39
La croissance du secteur de la distribution	39
Un exemple de développement : l'électroménager	40
Un Noël positif ?	40
Uruguay	41
La hausse des prix se ressent surtout chez les grossistes	41
Noël a dépassé les prévisions	41
Venezuela	42
L'inflation la plus forte depuis 1997	
Graph 2.20 : l'évolution des prix en 2002 par segment	
Graph 2.21 : l'évolution mensuelle de l'IPC depuis janvier	
Graph 2.22 : variation mensuelle des prix de gros	
Une fin d'année difficile pour le commerce	43
III. L'ACTUALITE DES ENSEIGNES	44
Argentine	
Un outlet dédié aux livres	
L'attrait d'Unicenter Shopping	44
Centres commerciaux : propriétaires vs locataires	
Mr. Bricolage à Buenos Aires ?	
La musique de Yenny	
Les cosmétiques de Midori	
Bresil	47
Pão de Açúcar contraint de vendre Sé	
s'intéresse au développement durable	
et reçoit un prêt de la BNDES	
La folie des promotions de Magazine Luiza	
Un nouveau centre commercial Iguatemi	
CHILI	
Cristóbal Lira revoit la stratégie de D&S	
D&S et Royal Ahold : histoire de dettes	
LUKAdi\$count dépasse les espérances	
La nouvelle franchise de Zofri	
Grupo Plaza investit dans son développement	
12 supermarchés de plus pour Montecarlo	
GAP mise sur le Chili	
La suite du procès entre Cencosud et Plaza Vespucio	
COLOMBIE	
Olímpica s'empare de Febor	
Davantage d'Éxito pour Casino	
Les ventes de Virtualexito	
et les ventes de fournitures scolaires	
Carulla achète Carulla	
Du luxe pour les Colombiens	
Mexique	
Walmex bat son record	
La stratégie de Comerci	
La dynamique du sport selon Martí	55

Perou	
Les projets de Royal Ahold	55
Les résultats du groupe E. Wong	
Davantage de jouets du groupe Rash?	
Tottus : l'attrait de la nouveauté	
VENEZUELA	56
Rideau baissé pour les shoppings	
1 11 0	

I. La conjoncture et l'environnement économique

Amérique Latine

Un continent toujours vulnérable

L'an 2002 a montré que l'Amérique Latine présente toujours des déséquilibres et des conflits d'ordre politique, économique et social.

2002 a ainsi débuté par le concert de casseroles (« cacerolazos ») des citoyens argentins. Ces actes de protestation se sont propagés à d'autres pays comme l'Uruguay et le Venezuela. Ce n'est qu'avec l'élection de Lula à la Présidence du Brésil que les mouvements de contestation se sont calmés, Venezuela excepté, en attendant de voir les premiers résultats.

En tout cas, il fallait s'attendre à une réaction face à la libéralisation des économies des pays latino-américains. Globalement, l'ouverture de ces marchés, encore très fragiles et peu mûrs pour résister à la concurrence mondiale, a débouché sur un accroissement dramatique des inégalités sociales provoquant la disparition des classes moyennes et l'incapacité à générer de la richesse, seul moyen pour éliminer la pauvreté endémique.

Les exemples de la crise de la dette argentine et du mécontentement social au Venezuela illustrent l'installation d'un climat pessimiste face aux « bénéfices » de la libéralisation des échanges et de la démocratie...

Comment réagiront les gouvernants et les gouvernés latino-américains face à une économie qui, en 2002, s'est réduite globalement de 1,1% et face au fait que 44% des Latino-américains sont plus pauvres qu'en 2001 ?

Les chiffres de la Cepal

En 2002, les économies d'Amérique Latine et des Caraïbes ont chuté de 0,5%, tirées par les crises du Venezuela, de l'Argentine et de l'Uruguay. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que le chômage puisse atteindre, en moyenne, 9,2% de la population active du continent et qu'il y ait près de 10 millions de nouveaux pauvres. **Rappel**: au total, la population pauvre du Continent est estimée à 190 millions de personnes, dont 80 millions sont considérées indigentes. En même temps, la Cepal indique que, l'an dernier, le montant des fonds transférés d'Amérique Latine vers l'étranger a atteint 39 milliards de dollars.

La crise a joué sur le commerce extérieur : ainsi, en 2002, pour la première fois dans la décennie, la Région présente un excédent de 19,4 milliards de dollars contre un déficit de 11,1 milliards en 2001. Cela ne signifie pas que les exportations aient augmenté (le contexte international et la chute des prix, hors pétrole, n'ont pas favorisé les ventes) mais plutôt que les importations ont reculé. Quant aux IED, le montant est passé d'une moyenne de 67 milliards de dollars annuels entre 1997 et 2001 à 39 milliards en 2002. Ainsi, les crises ont diminué les possibilités de rechercher et d'obtenir des financements étrangers, ce qui s'est traduit par une stagnation du montant de la dette externe.

<u>Attention</u>: la dévaluation dans bon nombre de pays a aggravé le ratio dette externe/PIB en devise locale.

La Région et l'agenda 2003 des États-Unis

À premier abord, l'Amérique Latine ne semble pas occuper une place importante, ou tout au moins mériter une mention particulière, dans l'agenda étasunien pour début 2003 (en dehors des rapports normaux et courants). Les seuls points à évoquer sont ceux liés à la sécurité et la défense du continent lesquels, bien sûr, ont un rapport direct avec les États-Unis. **Exemple**: la situation que connaît le Venezuela devrait figurer en bonne place dans les tablettes de l'administration de Washington. Et pour cause, le pays latino-américain est l'un des principaux fournisseurs de pétrole des Etats-Unis. Le conflit que traverse le pays devrait donc alerter les Etats-Unis, surtout à un moment où pourrait éclater un conflit avec l'Irak, avec toutes les retombées que cela implique sur le cours du pétrole.

Peut-être l'intérêt se réveillera-t-il avec Les choses pourraient évoluer vers un réveil de l'intérêt sur la Région avec la réorganisation de l'équipe chargée, à la Maison Blanche, de l'Amérique Latine : **Otto Reich** quitte le Département d'État pour rejoindre Condoleezza Rice et est remplacé par **Roger Noriega**, l'actuel ambassadeur auprès de l'Organisation des États Américains.

Argentine

Proche d'un accord avec le FMI ? Mais, quel accord ?

Les multiples rendez-vous et négociations entre les autorités économiques argentines et le FMI pourraient déboucher, bientôt, sur une espèce de compromis en attendant, toujours, les résultats des élections d'avril 2003.

La solution de fond viendrait des négociations avec les prochaines autorités, qui bénéficieront de la légitimité des urnes.

Le gouvernement du Président Duhalde cherche, à tout prix, un accord qui lui permettrait de sauver la face, afin de récolter, à son bénéfice, le « succès » des négociations. La dernière « formule » proposée est la transformation d'un remboursement dû par l'Argentine au FMI pour un peu plus d'un milliard de dollars en une sorte de garantie. Cette somme serait versée auprès d'un organisme international tiers « neutre » (Bâle). En cas d'accord postérieur, cette somme serait à nouveau à la disposition du pays, au titre des déboursements prévus depuis la signature du fameux blindage accordé par le FMI fin 2000 qui sont restés en suspens. Pour accepter cette formule, les Argentins exigent la signature de l'accord de refinancement recherché depuis un an tandis que le FMI exige le paiement préalable de l'échéance pour ouvrir la porte aux négociations...

<u>Attention</u>: en 2003, les remboursements représentant le **capital** dû par l'Argentine représentent 6 milliards de dollars dont les principales échéances sont celles de janvier (1,1 milliard de dollars) et de mars (3,11 milliards de dollars).

Pour certains analystes, les déboursements éventuels du FMI pourraient être faits directement aux créanciers (détenteurs de bons argentins) sans passer par les comptes publics argentins.

Remboursements des dépôts « pésifiés »

À partir du 15 janvier, les banques procéderont aux remboursements en **pesos** argentins des dépôts et des comptes à vue qui, à l'origine, avaient été faits en dollars, jusqu'à un total de 7 000 dollars. Il s'agit de la première des 12 mensualités prévues par la mesure. Ainsi, les épargnants pris dans le « corralito » percevront 1,4 peso par dollar plus le CER (coefficient de stabilisation de référence) et 2% d'intérêt annuel. Au total, chaque dollar équivaudra à environ 2 pesos, loin de la cotation actuelle de 3,5 pesos par dollar.

Les entreprises argentines et leur endettement

La crise où sont plongées de nombreuses entreprises argentines a comme origine, principalement :

- l'effondrement du système bancaire qui a pratiquement provoqué la disparition des financements pour les entreprises ;
- la **dévaluation du peso et la pésification** qui se sont traduites en une aggravation des passifs ;
- la chute des revenus des Argentins à cause de la « pésification » et la baisse de la demande interne, qui a augmenté le risque financier des sociétés (moins de revenus donc risque de défaut de paiement).

En 2002, le montant des émissions obligataires (3,8 milliards de dollars) a été similaire à celui des années précédentes mais, de ce total, 1,6 milliard correspondent à des restructurations de dettes (42%) et 930 millions de dollars à des refinancements.

Dans ce contexte, sur 88 grandes sociétés argentines, 49 se sont déclarées en défaut de paiement. De ce groupe d'entreprises, le défaut des 35 premières (Transener, Cablevisión, Autopista del Sol, Metrogas, Telecom Argentina...) a représenté un montant d'1,6 milliard de dollars. **Rappel**: Telecom Argentina, filiale de France Telecom et Telecom Italia, avait annoncé qu'elle ne paierait pas la totalité de ses dettes de 1,5 milliard de dollars. Toutefois, jusqu'à présent, le défaut de paiement de l'opérateur n'est que de 373 millions de dollars.

Par ailleurs, 21 entreprises ont opté par une restructuration de leur dette grâce à des échanges de passifs. 12 d'entre elles (dont Telefónica de España, Perez Companc, IRSA, Impsa, Imagen Satelital, Banco Sudameris, Cresud et Tecpetrol) ont déjà achevé cet échange pour un total de 2,15 milliards de dollars. Les entreprises qui sont en train d'effectuer ces restructurations sont Banco Galicia, TGN, Sancor, Sideco...

En 2003, les échéances correspondant aux plus importants groupes industriels et financiers argentins totalisent 4,9 milliards de dollars.

Un bon excédent primaire

Selon le ministère de l'économie, en 2002, l'excédent primaire atteindrait 4,1 milliards de pesos, soit presque le double que les montants prévus dans le budget. Ce solde a pu être dégagé grâce aux taxes à l'exportation, à l'impôt sur les chèques bancaires et aux baisses des dépenses publiques.

Bas niveau d'épargne familial

Bien que la crise ait brisé la capacité d'épargne des familles, en novembre et décembre 2002, les chiffres montrent une amélioration sensible comparé à la moyenne 2002, de 3,2%. Ainsi, selon la Fundación Mercado, en novembre et décembre, respectivement 3,7% et 3,6% des familles pouvaient épargner.

Ce taux représente une baisse dramatique comparé aux années précédentes, où il atteignait 8,8% en 2001, 18,7% en 2000 et 29,9% en 1999.

Commerce argentino-brésilien

La récession et la dévaluation du peso argentin a permis au pays d'atteindre, en 2002, un solde commercial record avec le Brésil. Ainsi, les échanges avec son principal partenaire dans le Mercosur ont dégagé un excédent de près de 2,4 milliards de dollars. **Attention**: ce chiffre serait le résultat d'une chute considérable des importations de produits brésiliens. En 2002, les exportations argentines vers le Brésil ont atteint 4,73 milliards de dollars, soit 23,6% de moins qu'en 2001 et les importations du Brésil vers l'Argentine ont totalisé 2,33 milliards de dollars contre 5 milliards de dollars en 2001 soit une baisse de 53,4%.

Importations substituées

Au premier semestre 2002, le taux de substitution des importations a atteint 40%, soit l'équivalent de 7 milliards de pesos (2 milliards de dollars). Le degré des substituions a atteint 68,3% pour l'agro-alimentaire et les boissons, 52,9% pour le cuir et les chaussures et 41,1% pour le papier et la cellulose.

Moins d'impôts!

Selon le gouvernement, grâce à la hausse du plafond du minimum imposable, à partir de janvier 2003, 400 000 travailleurs argentins verront leurs revenus augmenter. Ces 400 000 contribuables potentiels disposeront de 200 millions de pesos supplémentaires.

Attention: ces avantages subiront quelques coupes à cause des hausse des cotisations aux fonds de pensions (+2% en mars, en juillet et en octobre).

Davantage d'inégalités

Les inégalités sociales ont été multipliées par 9 depuis 1974 et ont progressé de 355% au cours des 5 dernières années! Ainsi, fin 2002, 3 habitants de Buenos Aires (*porteños*) sur 10 sont au chômage ou travaillent au noir ou sporadiquement; 20% n'ont pas les moyens de se procurer les biens du panier de base et les bidonvilles de Buenos Aires comptent 145 000 habitants (5,2% de la population de la capitale). En même temps, toujours à Buenos Aires, les 10% plus riches gagnent 178 fois plus que les 10% plus pauvres.

Rappel: en 1992, 1 porteño sur 10 était au chômage; 8 sur 10 vivaient sous le seuil de pauvreté et les bidonvilles de Buenos Aires abritaient 50 000 personnes (2% de la population). Les 10% plus riches gagnaient 40 fois plus que les 10% plus pauvres.

Pour un pays qui était fier de la taille de sa classe moyenne, les temps ont bien changé...

Un peu de politique : Eduardo Duhalde se fait prier

Eduardo Duhalde pourrait revenir sur son refus de se présenter comme candidat aux élections présidentielles, s'il parvient à susciter un consensus des citoyens pour l'obliger à changer d'avis. Cela n'est pas acquis actuellement. L'actuel président a trouvé son propre candidat en la personne de **Néstor Kirchner**, l'actuel gouverneur de la province de Santa Cruz (sud du pays). Cette possibilité n'as pas convaincu beaucoup de ses partisans.

Lors de la dernière enquête Ibope sur les intentions de vote, Carlos Menem, Adolfo Rodríguez Saá, Néstor Kirchner et Elisa Carrió (socialiste) seraient en tête des sondages. Pour le moment, ces quatre candidats recueillent entre 10,2% et 12,5% des voix.

Brésil

Reprise en vue

Selon l'IBGE, en novembre 2002, le production industrielle brésilienne a progressé de 4,6% par rapport à novembre 2001 et de 0,5% comparé à octobre 2002. Bien que modeste, cette hausse est la 6ème consécutive, ce qui laisse prévoir une évolution plus soutenue et par la même occasion, une amélioration tant de la demande interne que des exportations.

Entre novembre 2002 et novembre 2001, la croissance du secteur des matériaux de construction a atteint 4,5% et les ventes de véhicules ont progressé de 15,8%.

Le PT veut réformer les retraites

Le nouveau gouvernement devrait lancer des négociations sur le régime des retraites afin de parvenir à un système unifié tant pour le secteur public que privé. Il s'agirait d'appliquer les mêmes normes à tous les travailleurs. Les droits de ceux qui sont en activité ne seraient pas modifiés en cours de route et seront pris en compte jusqu'à la date de la réforme.

Actuellement, le système de la sécurité sociale brésilienne présente un déficit d'environ 70 milliards de reais (20 milliards de dollars), en additionnant le secteur public fédéral, les États/municipalités et l'INSS (l'institut national de sécurité sociale). Par ailleurs, en 2002, les cotisations des fonctionnaires en activité s'élevaient à 5,3 milliards de reais et le paiement des retraites à 32,3 milliards de reais, soit un solde négatif de 27 milliards de reais.

Propriétaires grâce à Lula

Le nouveau Président a mis en marche un programme pour que les millions de Brésiliens qui habitent dans les bidonvilles (favelas) deviennent propriétaires.

Une partie du financement des travaux que ce projet demandera sera financée par des coupes dans le budget de l'armée (300 millions de dollars).

Attention : la part totale du budget qui a été enlevée à l'armée atteint 760 millions de dollars, destinés, à l'origine, à l'achat de 12 chasse-bombardiers.

Moins de M&A

Le nombre de fusions et d'acquisitions d'entreprises enregistré en 2002 a reculé de 35%, soit le chiffre le plus bas depuis 1995, à 221 opérations. Les opérations entre sociétés brésiliennes ont représenté 62% des cas contre 41% en 2001. Le secteur leader en termes de M&A a été l'agroalimentaire avec 26 opérations, suivi du secteur pétrolier, des télécommunications, de la finance et de l'énergie.

Sur la lame du rasoir ?

Selon l'économiste Ricardo Haussmann, si, au Brésil, il ne se passe pas quelque chose d'exceptionnel, le pays pourrait exploser ! Le professeur d'économie d'Harvard pense que, dans le contexte actuel, la 1^{ère} économie d'Amérique Latine avance vers un défaut de paiement de sa volumineuse dette et, probablement, vers une crise financière. Pour éviter ce scénario catastrophe, le real devrait s'apprécier, les taux diminuer et les IED reprendre de manière significative...

En 2003, le Brésil devra faire face au remboursement de 10,8 milliards de dollars et trouver des sources de refinancement pour rééchelonner 62 milliards de dollars de dette interne. Pour le volet de la dette externe, la tâche sera plus difficile du fait de la dévaluation du real et du niveau élevé du risque pays.

⊈ Le commentaire d'iFi

L'état de grâce dans lequel se trouve le Président da Silva pourrait connaître quelques difficultés politiques et économiques plus tôt que prévu. En effet, même si bon nombre de Brésiliens ont compris, et accepté, que quelques promesses du candidat Lula ne pourront pas à se réaliser à court terme, le Président da Silva devra agir vite et faire preuve de sa capacité, et possibilité, à entamer les réformes nécessaires pour le pays. Il doit, ainsi, s'occuper de ses concitoyens qui ont faim et de ceux qui vivent dans des conditions très précaires, mais, également, de la dette du pays et de la relance de la croissance, nécessaire pour générer la richesse qu'il compte redistribuer.

Par ailleurs, l'hétérogénéité des formations et des personnalités qui composent son gouvernement risque, aussi, de produire quelques cacophonies et tensions gênantes pour le travail de la nouvelle équipe. Sans oublier que l'opposition est majoritaire au Parlement ainsi que dans les États de la Fédération brésilienne.

Les points clefs du programme du Président da Silva

1-<u>Action internationale</u>. Mercosur : renforcement de ses structures visant la mise en place des politiques monétaires et externe communes. Élargir le nombre de ses membres.

ALCA: la zone de libre échange des Amériques ne sera pas acceptée si le protectionnisme des États-Unis persiste sur le modèle actuel.

Rapprochement commercial avec d'autres zones et

pays : Afrique du Sud, Inde, Chine et Russie.

- 2-<u>Action sociale</u>: créer 10 millions d'emplois en 4 ans, doubler le SMIC, combattre la faim et la pauvreté.
- 3-<u>Action économique</u> : appuyer la croissance économique, réduire la vulnérabilité aux chocs économiques externes, favoriser les exportations.
- 4-Action sécuritaire : centraliser les services de sécurité publique nationale.

Un nouveau Code civil

Après 26 années de discussion au Parlement, le Code civil, datant de 1916, a été remplacé par un nouveau texte, entré en vigueur le 10 janvier 2003.

Quelles sont les principales nouveautés ?

- La reconnaissance explicite de l'égalité des droits des hommes et des femmes ;
- La réduction de l'âge de la majorité de 21 à 18 ans ;
- La possibilité de modifier le régime des biens pendant le mariage ;
- La création des normes concernant l'état de danger dans les contrats et l'introduction de la notion de la « fonction sociale » que le juge devra définir.

L'inflation de Palocci

Le Ministre de l'Économie a confirmé que l'objectif l'inflation du pays en 2003 est de 6,5%. Toutefois, ce taux devrait être atteint avant la fin de l'année, vu le contexte économique. Ainsi, l'inflation pourrait atteindre 11%. **Rappel** : l'inflation pour l'année 2002 a été de 12,53%, soit le niveau le plus élevé depuis 1995.

Chômage à São Paulo

Selon le Dieese, en 2002, le taux de chômage à São Paulo atteindrait 19% de la population active. C'est le 2nd plus fort taux depuis 1985, excepté 1999 (19,3%).

Chili

Que des bons chiffres

Selon la Chambre de Commerce de Santiago, en 2003, la croissance du pays atteindrait 3,3%, sauf accident dû au conflit avec l'Iraq ou à l'aggravation des problèmes d'instabilité politique (Venezuela) et économique (Argentine) en Amérique Latine.

Le Brésil représenterait un autre risque pour la croissance du Chili, en cas d'une déclaration de moratoire de sa dette, par exemple. Mais, si tout va bien dans le pays de Lula, les répercussions sur le Chili seraient totalement positives pouvant accélérer sa croissance en 2003.

Le commentaire d'iFi

Tout cela fait beaucoup de « si », surtout si l'on considère les conditions : le conflit avec l'Irak semble inéluctable, le Venezuela représente un risque très élevé et le Brésil est devant un mur, à cause de sa dette colossale, de son inflation, de son faible niveau de consommation, etc. En revanche, les éléments en faveur de la croissance chilienne sont les **traités de libre commerce**, signés ou en cours de signature, avec les États-Unis, l'UE et la Corée et dont l'impact sur le PIB est estimé à 1,5%.

Un ample excédent 2003

Selon les prévisions de l'*Instituto Libertad y Desarrollo*, en 2003, le solde de la balance commerciale serait favorisé par les exportations minières. Au total, les ventes à l'étranger devraient atteindre 19,87 milliards de dollars, soit 200 millions de dollars de plus qu'en 2002. En même temps, les importations devraient s'accroître de 600 millions de dollars totalisant 16,7 milliards de dollars, soit un excédent de 3,1 milliards de dollars.

Ces chiffres se basent sur le prix de la livre de cuivre à 72 centimes de dollar, soit le même que l'an dernier, avec une hausse de la production de 8%.

La plus basse prime de risque

Malgré la dégradation des économies de plusieurs pays de la Région et voisins du Chili, en 2002, la prime du risque pays a clôturé l'année à 125 points.

Rappel: l'émission d'avril 2002 avait été faite au moment où la prime se situait à 95 points. En octobre 2002 le plafond avait touché les 225 points. A titre de comparaison, fin décembre 2002, le *spread* **argentin** touchait les 6 300 points et le **brésilien** 1 446 points.

Moins de M&A

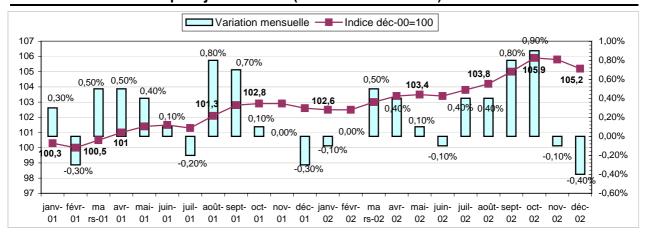
En 2002, le nombre d'opérations de fusions et d'acquisitions a diminué de 31% par rapport à 2001 totalisant 2,99 milliards de dollars. De ce total, près de 70% correspondent au transfert de propriété de la société minière *Disputada de las Condes* par Exxon au groupe britannique Anglo American et à la vente des actions du Banco de Santiago par le Banco Central et l'HSBC.

Le secteur des mines a été le plus dynamique, avec des opérations pour un montant d'1,35 milliard de dollars.

Quant à l'origine des capitaux, le Royaume-Uni vient en tête avec 43,7% suivi par l'Espagne (25,1%) et le Chili (24,3%).

L'évolution de l'Indice des Prix au Consommateur

L'évolution de l'IPC depuis janvier 2001 (décembre 2000=100)



Colombie

La croissance 2003

Selon le Conseil de Politique Économique et Social-CONPES, en 2003, la croissance économique du pays atteindrait 2% contre 1,6% en 2002. Dans ses prévisions, le CONPES mise sur la dynamique du secteur de la construction comme moteur de la reprise avec une progression estimée d'environ 9%. Ce secteur bénéficiera des aides substantielles pour l'achat de logements sociaux.

Par ailleurs, les réformes dans le domaine du travail devraient permettre de créer 160 000 postes en 2003 et près de 450 000 d'ici 2006.

En bref, les prévisions officielles pour 2003 tablent sur les chiffres suivants :

- Réserves internationales : 11,25 milliards de dollars
- Dette externe: 37,76 milliards de dollars (49,4% du PIB);
- Exportations: +3,1%;
- Importations: -0,3%;
- Déficit fiscal : 2,5% du PIB ;
- Dévaluation moyenne du peso colombien : 9,9%.

Moins de fonctionnaires

Le Président Alvaro Uribe a signé trois décrets modifiant les effectifs de divers instituts publics et ministères. Au total, la mesure vise la suppression de plus de 1 000 postes, ce qui s'ajoute à la fusion des ministères de la Justice et de l'Intérieur.

Auparavant le gouvernement avait décidé de supprimer tous les postes vacants de nombreuses entités publiques, soit près de 15 000 postes.

Le plan social d'Uribe

Le Président de la Colombie a présenté un programme de développement où seront investis près de 1,25 milliard de dollars. Ce programme devrait bénéficier aux 9,5 millions de pauvres du pays. En même temps, le gouvernement prévoit de créer 500 000 nouvelles places dans les écoles publiques, d'incorporer 289 000 familles supplémentaires au système de santé public et de rénover une partie du système hospitalier du pays.

Rappel: jusqu'en novembre 2002, le chômage touchait 14,9% de la population active (près de 3 millions de Colombiens), soit 250 000 de plus qu'en novembre 2001. Le sous-emploi touche environ 7 millions de personnes.

D'autres réformes sont prévues dans les domaines fiscal, du travail, financier, de la prévoyance sociale et de l'infrastructure. Ainsi, le Président a annoncé le lancement d'un plan de goudronnage de plus de 1 000 kilomètres de routes..

Le nouveau SMIC

En 2003, le salaire minimum sera augmenté de 7,44%, soit de 23 000 pesos colombien. Ainsi, le SMIC colombien passera à 332 000 pesos mensuels, soit environ 120 dollars.

Guérilla : la paix ou la défaite

Lors d'un récent discours, le Président a proposé aux FARC et à l'ELN d'accepter son plan de paix. Sinon, la lutte contre la guérilla s'intensifierait et se durcirait, jusqu'à leur défaite.

Depuis, l'un des chefs de l'ELN-Ejército de Liberación Nacional, Alfredo Porras Rueda dit « Camilo », aurait été fait prisonnier par l'armée régulière.

Mexique

La loi des finances 2003

En décembre 2002 le Parlement a voté le budget qui reflète la volonté du gouvernement de revenir à une stricte discipline fiscale.

Le cadre macroéconomique voté pour 2003 se résume ainsi :

- 1 PIB: 3%:
- 2 Inflation décembre 2002/décembre 2003 : 3% ;
- 3 Taux de change nominal (moyenne): 10,1%;
- 4 Compte courant : 17,98 milliards de dollars (-2,8% du PIB) ;
- 5 Déficit Public : 0,5% du PIB (3,3 milliards de dollars).

La dépense destinée au secteur social a été augmentée : ainsi, le secteur de l'éducation recevra 16 milliards de dollars (+1,6% par rapport au budget 2002). Celui de la santé a également été doté de 16 milliards de dollars (+5%) et la sécurité sociale recevra 15,6 milliards de dollars.

Rappel : l'espérance de vie moyenne des Mexicains est de 76 ans.

Un peso de plus en plus faible

La devise mexicaine a entamé 2003 par des signes de faiblesse par rapport au dollar. En 2002, le peso a déjà fléchi de 13,54% passant de 9,16 unités par dollar en début d'année à 10,40 pesos en décembre.

Bien que la faiblesse du peso mexicain puisse favoriser les exportations, la monnaie reste cependant trop lié au dollar et à l'économie étasunienne. Ainsi, le peso mexicain pourrait être affecté en cas d'une dépréciation du dollar par rapport à l'euro.

Globalement, le peso mexicain a été la devise la plus stable des grands pays latino-américains. **Rappel** : le peso argentin a été dévalué de 70%, le peso uruguayen de 40%, le bolivar vénézuélien de 80%...

Bien vérifier les billets!

Selon le Banco de México, en 2001, 2 166 faux billets ont été détectés, sur un circulant de 182,5 milliards d'unités. Ainsi, sur 1 million d'unités, 11,5 billets seraient falsifiés. Les faux billets sont vendus à la moitié de la valeur de la pièce.

La manne des IED

Entre 1994 et juin 2002, les investissements étrangers directs au Mexique ont atteint 119 milliards de dollars.

Par origine, les fonds en provenance des Etats-Unis ont représenté 67,2% du total, 8,1% pour les Pays-Bas, 3,6% pour le Canada, 3,1% pour le Japon, 3% pour le Royaume-Uni, 2,5% pour l'Allemagne et 1,6% pour l'Inde.

Par secteur, l'industrie manufacturière a bénéficié de 50% des IED, les services financiers de 24,5%, le commerce de 10,5%, les transports et les télécommunications de 4,1%...

Les entreprises à capitaux étrangers emploient plus de 20% des travailleurs déclarés qui reçoivent, en moyenne, un salaire 47% plus élevé à la moyenne nationale.

Les bénéfices de l'Alena

Entre 1994 et 2001, le commerce entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada a progressé à un rythme de 10,1% l'an. Ainsi, en 8 ans, les échanges sont passés de 334 milliards de dollars à plus de 622 milliards de dollars, soit une progression de 115,7%.

<u>Rappel</u>: Entre 1994 et 2001, près de 14 000 entreprises originaires des Etats-Unis ont investi 64,7 milliards de dollars.

Le nouveau SMIC

Pour 2003, la CNSM a fixé la hausse moyenne du salaire minimum à 4,5%. L'augmentation du SMIC est faite en fonction des 3 zones administratives : la zone A aura une progression de 3,56% soit un SMIC de 43,65 pesos/jour, la hausse de la B sera de 4,36% à 41,85 pesos/jour et celle de la C sera de 5,22% à 40,30 pesos/jour.

Mauvaise période pour l'emploi

Depuis l'arrivée au pouvoir du Président Fox, 135 735 postes de travail ont été perdus. Selon l'IMSS (registre de la sécurité sociale), fin 2000, il y avait 12,54 millions de personnes inscrites dans ses registres contre 12,41 millions fin novembre 2002.

Afin de combler le retard dans ce domaine, l'économie mexicaine devrait enregistrer une croissance de plus de 4%.

Par ailleurs, en novembre 2002, 24,6% des effectifs étaient des employés de façon temporaire ou non réglementaire.

Dans le secteur de la *maquila*, au cours des 10 premiers mois 2002, l'emploi a chuté de 11,7% comparé à la même période 2001. La *maquila* emploi 1,1 million de personnes.

Remaniement ministériel

Comme il fallait s'y attendre, après deux années de gouvernement, le Président Fox a décidé d'effectuer quelques changements radicaux au sein de son équipe. Ainsi, Jorge Castañeda, Ministre des Affaires Étrangères, a été remplacé par Luis Ernesto Derbez, Ministre de l'Économie. Ce portefeuille sera occupé désormais par Fernando Canales Clariond, gouverneur de l'État de Nuevo León.

La nomination de deux personnalités du monde économique laisse prévoir un recentrage de la diplomatie autour des relations économiques et commerciales. D'autre part, Fernando Canales Clariond, le nouveau Ministre de l'Économie, ancien vice-président de la Confédération nationale des chambres de commerce, dirigeait depuis 5 ans l'État le plus industrialisé du pays. Il est aussi membre éminent du Partido d'Acción Nacional-PAN, qui a porté le Président Fox au pouvoir.

Pérou

Beaucoup mieux que prévu

Les premières estimations de la croissance économique du gouvernement pour 2002 tablaient sur une progression de 4,8% mais, finalement, le taux aura dépassé 5%. Cette amélioration est due aux bonds de la croissance de 6,3% en novembre et de 6,6% en décembre. Les secteurs qui ont contribué à ces résultats sont ceux de l'agriculture (+6,2%) et des mines/hydrocarbures. La production de cuivre a progressé de 11,5%, celle de l'or de 17,7% et celle du fer de 26,8%.

En janvier, le PIB devraient progresser de 5,4%.

⊈ <u>Le commentaire d'iFi</u>

La reprise de l'économie péruvienne a démarré au cours du second semestre 2001. Dans le contexte économique régional, les chiffres du Pérou suscitent une grande surprise. Les efforts du gouvernement d'Alejandro Toledo semblent porter ses fruits, malgré les critiques de l'opposition, dont celles d'Alan García, l'ancien président déchu par Fujimori, à cause de son incapacité à contrôler l'inflation galopante.

<u>Rappel</u>: 1) malgré tout, la pauvreté reste endémique, avec près de 54% des Péruviens qui vivent avec moins d' 1,25 dollar par jour et 2) la croissance se concentre à Lima et touche moins les provinces.

En dehors de la nouvelle loi des sociétés

Selon la Chambre de Commerce de Lima, seulement 10% des entreprises créées avant le 1^{er} janvier 1998 se seraient mises en conformité avec les normes de la nouvelle loi sur les sociétés. Ainsi, près de 150 000 entreprises commerciales ou civiles, dont 50 000 à Lima, se trouveraient en situation irrégulière.

Consommation et investissement

En 2002, la consommation privée aurait augmenté 4% comparé à 2001. Parallèlement, l'investissement privé aurait enregistré une reprise de 0,7%. Pour 2003, les prévisions officielles tablent sur une progression de l'investissement privé de l'ordre de 5,4%.

Uruguay

Toujours en récession

Selon l'INE, malgré une amélioration globale des économies brésilienne et argentine pour 2003, l'Uruguay devrait enregistrer une chute du **PIB** de 2,5%. Avec un recul de 9,2% de l'économie en 2002, on estime à 18,9% la chute du PIB entre 1999 et 2003. Le **déficit fiscal** 2003 devrait atteindre 1,5% du PIB. La poursuite de la réduction du déficit fiscal conclue avec le FMI aura, nécessairement, des retombées sur le niveau des salaires. En effet, avec les chiffres estimés pour l'inflation et la dévaluation pour 2003 (respectivement 30% et 24%), les **salaires** des Uruguayens devraient se réduire de 19%...

Moins d'importations et d'exportations

En novembre 2002, le ralentissement économique et la dévaluation du peso uruguayen ont fait baisser de 50,5% les **importations** par rapport à novembre 2001. Entre janvier et novembre 2002, les importations d'équipements de transport ont chuté de 77,1% et celles de véhicules de 62,3%. Par origine, les importations originaires du Mercosur ont baissé de 30,9%, de l'Alena de 38,8% et de l'UE de 21,3%. En 2002, les **exportations** ont chuté de 10% comparé à 2001 à 1,85 milliard de dollars. Le montant des exportations traditionnelles du pays (viande, laine) se sont élevées à 480 millions de dollars (+10% par rappport à 2001) et les non traditionnelles ont baissé de 15% à 1,37 milliard de dollars. L'UE et le Brésil sont les premières destinations des exportations avec 23% chacune.

Chômage en hausse

En 2002, 240 000 Uruguayens étaient sans emploi, soit 20% de la population active. Entre septembre et novembre 2002, les revenus moyens mensuels des foyers urbains ont été de 11 675 pesos, soit -22,3%/au même trimestre 2001.

Solidarité familiale on-line

La crise qui frappe le pays a suscité un commerce florissant pour les ventes par Internet, les 400 000 Uruguayens résidant à l'étranger ayant trouvé là le moyen d'aider leurs familles, en faisant des achats on-line livrés dans le pays. Ainsi, près de 80% de ce genre d'opérations correspondent à des achats faits par un Uruguayen émigré.

Venezuela

Prévisions de croissance contrastées

Selon Tobías Nóbrega, le Ministre de Finances, le PIB devrait progresser de 1% en 2003. Après une croissance négative au premier semestre, l'activité économique pourrait donner des signes de reprise à partir de juillet 2003.

Selon d'autres sources, dont la Deutsche Bank, en 2003, l'économie vénézuélienne devrait chuter de près de 9%.

Ces prévisions se basent sur la conclusion d'un accord politique entre le gouvernement actuel et l'opposition permettant la normalisation de l'activité de l'industrie pétrolière. Dans le cas contraire, la chute du PIB pourrait dépasser 25%! Et, pour le moment, Hugo Chávez semble plus disposé à faire preuve de sa force militaire qu'à utiliser les négociations.

Selon Datanálisis, au cours des 4 années de gouvernement d'Hugo Chávez, le pays a connu un recul du PIB d'environ 18%.

Les PME/PMI victimes de la crise

Selon Conindustria, la durée de la crise et de la grève générale du pays pourrait provoquer la fermeture de 60 000 PME en 2003 ce qui se traduirait par la suppression de près de 200 000 postes de travail.

Une autre violence quotidienne

Outre les difficultés générées par cette grève générale et prolongée, les Vénézuéliens doivent faire face à une aggravation de la violence quotidienne, ce qui ne semble pas alerter les autorités. Ainsi, en 2002, dans le pays, 139 enlèvements ont été enregistrés soit 34% de plus qu'en 2001. L'an dernier, 9 244 personnes ont été victimes de meurtres, ce qui représente une moyenne quotidienne de 25,2 morts.

Un bilan des 4 années Chávez

Depuis 1999, les données économiques et sociales du pays n'ont cessé de se dégrader. La fameuse révolution « bolivarienne » de l'ancien commandant Hugo Chávez n'a pas réussi à donner un élan salutaire pour le pays, tout au contraire.

Depuis 1999 jusqu'à décembre 2002, le PIB pétrolier a enregistré une chute de 16,6% et l'activité non pétrolière une baisse de 7,4%. Le calcul global montre un recul de 9,7% mais, si l'on tient compte de la chute du PIB total par habitant, la baisse atteint 16,4%. L'inflation cumulée dans la période est de 100,5% et la dévaluation du bolivar atteint 150%!

Evidemment, dans ce contexte, la population du pays s'est appauvrie, diminuant la possibilité de trouver un emploi. Selon l'INE, au premier semestre 2002, le taux de chômage était de 15,5% contre 11,2% en 1999.

Les mauvaises conditions du marché de travail ont encouragé l'activité au noir et le sous-emploi, qui touche 56% de la population active. Par ailleurs, en 4 ans, le taux de foyers considérés pauvres est passé de 60,1% à 70% et les familles vivant dans l'indigence représentent actuellement 34% de la population contre 29% en 1999.

Le commentaire d'iFi Pourquoi toutes ces données négatives ?

Pour un pays où il suffit d'ouvrir le robinet du pétrole pour faire rentrer des devises, la situation est paradoxale.

Qu'est-ce qui a conduit le pays à cette situation ? Les gouvernements précédents ne sont pas étrangers aux difficultés d'aujourd'hui, mais les autorités actuelles ont fini par aggraver le contexte de telle manière que les concerts de casseroles de quelques familles se sont transformés en des manifestations mobilisant des centaines de milliers de Vénézuéliens et en une grève générale qui paralyse tout le pays depuis plus d'un mois.

Depuis la prise de pouvoir par Hugo Chávez, les Vénézuéliens ont pu constater que les programmes d'ajustements économiques n'ont pas été accompagnés de mesures compensatoires. Les autorités ont également supprimé des projets mis en place par des gouvernements précédents. Ainsi, en 2002, 8 programmes dans le domaine social lancés depuis 1998 (allocations familiales, programmes alimentaires scolaires et populaires...) ont été annulés et les ressources allouées

à l'Armée vénézuélienne dans ce domaine ne prévoyaient aucun mécanisme de contrôle...

Beaucoup de mesures prises par le gouvernement d'Hugo Chávez sont sans doute dirigées vers le démantèlement de l'appareil économique pétrolier au profit d'un projet politique. Ceci expliquerait la campagne gouvernementale contre la direction et les cadres supérieurs du géant pétrolier national Pdvsa afin de les écarter et les remplacer par des personnes proches du pouvoir...

On pourrait émettre de sérieux doutes quant aux résultats du programme anticorruption, sur lequel était basée la campagne présidentielle d'Hugo Chávez. Par ailleurs, le Président vénézuélien persiste à considérer les manifestants comme des groupuscules cherchant à faire un coup d'état, plutôt que d'ouvrir la voie aux négociations plus constructives. Pourquoi cet acharnement, qui risque très vite conduire le pays vers un sérieux affrontement (guerre civile?), ce qui pourrait forcer Hugo Chávez soit à quitter le pouvoir précipitamment, comme on l'a déjà vu en Argentine avec Fernando de la Rúa et son ministre Domingo Cavallo, soit à faire usage de la force militaire?

II. Les tendances du commerce et de la consommation

Argentine

L'inflation la plus forte de ces 10 dernières années

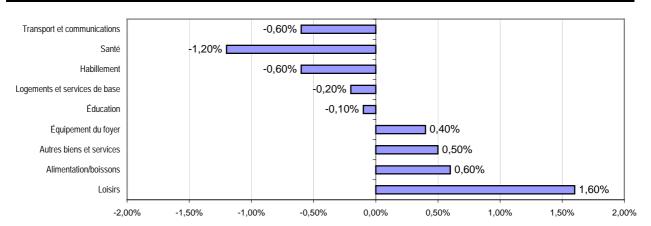
Selon l'Indec, en décembre, l'inflation a été de 0,2%. Ainsi, l'année 2002 se termine avec une hausse des prix au détail de 41%, soit la plus forte hausse de ces 10 dernières années. Les aliments ont influé sur la hausse de décembre. Par ailleurs, janvier 2003 ne devrait pas voir les prix reculer du fait de la pleine saison touristique et, surtout, de la hausse du pétrole et des aliments de base (lait, farine...).

Par ailleurs, les prix de gros enregistrent une nouvelle chute, avec -0,3% comparé à novembre. Toutefois, dans l'année, ils accumulent une hausse de 118,2%.

Ainsi, pour le mois de décembre, avec la déflation des prix de gros et l'inflation des prix au détail, le commerce a augmenté ses marges de 0,5%.

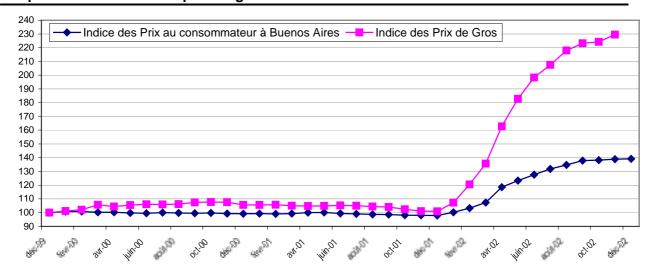
⊈ <u>Le commentaire d'iFi</u>

L'indice général de l'inflation a crû de façon modéré. Toutefois, par secteur, ce sont les prix de produits de consommation des classes les plus modestes qui ont eu l'impact le plus élevé. Ainsi, le panier de base a progressé de 74,9%, ce qui a touché directement les 21 millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le Gouvernement a dû décider de prendre des mesures pour contrôler les prix des produits du panier de base.



Graph 2.1 : les variations de décembre

Graph 2.2 : évolution des prix de gros et au consommateur avec Décembre 1999 = 100



Un panier à contrôler

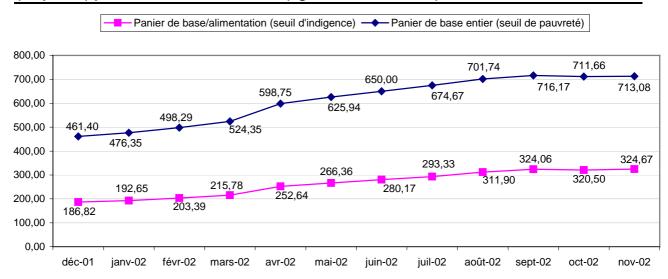
En 2002, le panier de base pour une famille type (2 parents, 2 enfants) a augmenté de 74,9%, surtout à cause de la hausse des prix des aliments. Ainsi, à décembre 2002, le panier de base alimentaire se montait à 326,67 pesos, soit une hausse de 74,86% comparé à décembre 2001 et le panier de base total s'élevait à 718,70 pesos, soit 55,8% de plus qu'en décembre 2001.

Ainsi, 21 millions d'Argentins ne peuvent s'offrir le panier de base complet, soit près de 56% de la population argentine qui vit en-dessous du seuil de pauvreté, et 10 millions d'Argentins n'ont pas accès au panier de base alimentaire, soit 28% de la population qui vit en dessous du seuil d'indigence.

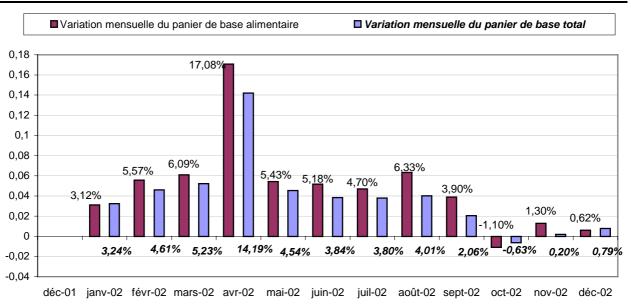
Graph 2.3 : les articles ayant eu le plus d'incidences sur le panier de base de décembre	Graph 2.3: les articles a	avant eu le plus d'incidences su	ur le panier de base de décembre
--	---------------------------	----------------------------------	----------------------------------

	Variations		Variations
Pâtes	+13,6%	Lessive	+9,6%
Farine de maïs	+13,5%	Oignons	-6,7%
Riz	+11,7%	Huile de tournesol	-2,7%
Savon	+10,8%	Tomate	-2,5%
Œufs	+10,3%	Autre huile	-1,3%

Graph 2.4 : les prix de la « canasta básica » (alimentation et total) depuis décembre 2001 (en pesos) pour 2 adultes et 2 enfants (âgés entre 5 et 8 ans)



Graph 2.5 : l'évolution mensuelle du panier de base alimentaire et total



Pour pouvoir contrôler cette hausse du panier de base, le Gouvernement argentin cherche à conclure des accords avec les producteurs. Un des moyens pourrait être de baisser de moitié la TVA payée par les producteurs, en échange de quoi ils s'engagent à geler leurs prix, jusqu'en mai, au minimum. Cette mesure pourrait permettre au prix du panier de base de reculer de 10%.

<u>À noter</u>: la hausse des aliments a eu de lourdes conséquences sur la consommation des aliments. Ainsi, les ventes de viande de bœuf ont reculé de 3%, celles de porc de 36%, celles de volaille de 31% et la consommation de produits laitiers a diminué de 17%.

Les ventes de janvier à novembre...

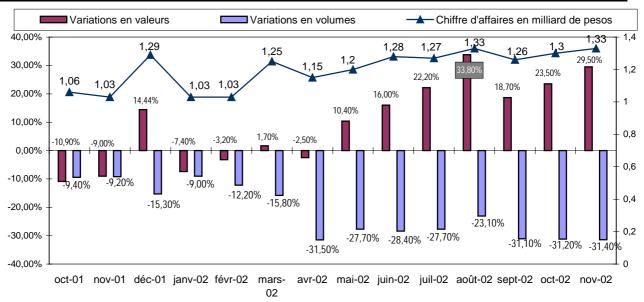
Selon les données de l'Indec, en **novembre**, les ventes des **supermarchés**, en **volume** ont reculé de 1,6% comparé à octobre 2002 et de 31,4% comparé à novembre 2001 (en données corrigées des variations saisonnières). En revanche, en données courantes, les supermarchés ont facturé 1,332 milliard de pesos (380,57 millions de dollars) soit 2,6% de plus qu'en octobre 2002 et 29,5% de plus qu'en novembre 2001. Ainsi, **le chiffre d'affaires des supermarchés augmente en pesos**. Toutefois, en dollars, monnaie dans laquelle les sociétés sont souvent endettées, la facturation des supermarchés reste 63% inférieure à novembre 2001.

Variations des ventes en novembre par article dans les supermarchés :

- Son, vidéo, équipement du foyer : -27,7% ;
- Aliments et boissons : +32,3% ;
- Hygiène et cosmétiques : +22,2% ;
- Habillement, textile, chaussures: +15,1%

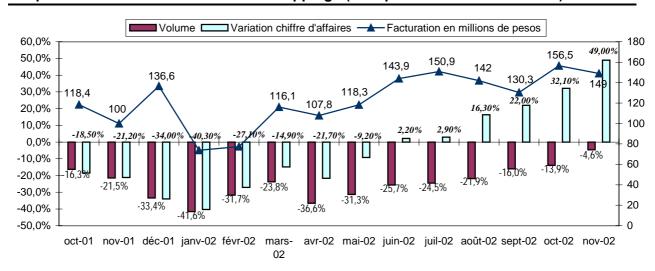
Ainsi, de janvier à novembre, les ventes en volume des supermarchés ont reculé de 25,8% alors que leur chiffre d'affaires en pesos progressait de 48,2%.

En revanche, dans les **centres commerciaux**, les ventes hors inflation ont augmenté de 2,3% comparé à octobre mais ont reculé de 4,6% comparé à novembre 2001. C'est la 4^{ème} hausse mensuelle consécutive, le secteur étant encouragé par le tourisme. En revanche, en données courantes, la facturation des shoppings a reculé de 4,8% comparé à octobre, à 149 millions de pesos. Cela équivaut à une avancée de 49% comparé à novembre 2001 (en pesos), inflation aidant. En revanche, **en dollars, cela représente une chute de 57,4%.**



Graph. 2.6 : variation des ventes en volume et en valeur des supermarchés depuis octobre 2001 en pesos (comparé au même mois de l'année précédente)

Graph 2.7 : variation des ventes des shoppings (comparé au même mois 2001)



... et le bilan des fêtes

Effet, sans doute, de la fin du *corralito* début décembre et d'un peso plus stable par rapport au dollar, les ventes pour les fêtes de fin d'année ont progressé de 18% comparé à décembre 2001 mais auraient reculé de 32% comparé à décembre 2000. Cela confirme une reprise par rapport à Noël 2001, où les ventes avaient chuté de 50% comparé à Noël 2000. **Rappel** : Noël 2001 avait été marqué par les manifestations, les pillages de magasins, le début du *corralito*, le départ de Fernando de la Rúa, etc...

Graph 2.8 : évolution des ventes de Noël 2002 comparé à Noël 2001

```
Maroquinerie: +46%;
Chaussures: +39%;
Bijouterie: +37%;
Articles de sport: +36%;
Habillement: +33%;
Restaurants: +28%;
Vêtements pour bébés et enfants: +27%;
CD et disques: +26%;
Parfums: -6%;
Bazar et magasins de cadeaux: -8%;
Aliments et boissons: -12%;
Équipement du foyer: -21%
```

<u>A noter</u>: les articles sont jusqu'à 100% plus chers qu'en décembre 2001. Ainsi les achats se sont concentrés sur des produits d'origine nationale, sur des produits à bas prix et sur les secondes marques.

Le moral des familles et des commerçants

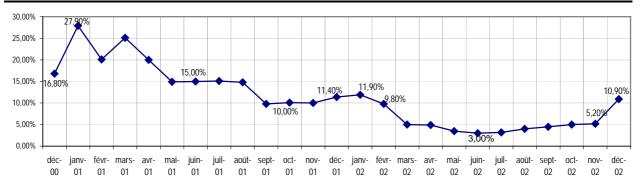
Selon la dernière enquête de la Chambre Argentine de Commerce, 40% des commerçants déclarent avoir amélioré leurs ventes en décembre comparé à novembre. En revanche, comparé à décembre 2001, 57,5% des commerçants pensent que leurs ventes ont reculé. Pour 21% d'entre eux, elles n'ont pas changé et pour 21,5%, elles ont progressé. Ces résultats sont meilleurs qu'en novembre, quand 73% des commerçants rapportaient des ventes en baisse comparé à novembre 2001.

Concernant les mois suivants, 73,9% des commerçants pensent que les prix resteront stables, contre 12,6% qui croient que les prix augmenteront et 13,5% qui pensent que les prix pourraient reculer. Cependant, 43,5% des commerçants sondés prévoient un scénario négatif pour les 3 prochains mois. Seuls 27% sont optimistes et prévoient un mieux alors que 30% n'attendent pas de changement.

Les familles sont de plus en plus optimistes. Ainsi, le degré de confiance a atteint les mêmes niveaux qu'il y a un an, à la fin de la Présidence de F. de la Rúa. En effet, le dollar s'est stabilisé, l'inflation a ralenti et le *corralito* s'est achevé.

⊈∈ <u>Le commentaire d'iFi</u>

C'est également une bonne note en faveur d'Eduardo Duhalde, qui devrait profiter de ce capital confiance envers son bilan et ses actions en vue des présidentielles de 2003.



Graph 2.9 : indice de confiance des familles

Le poids de la vente à la sauvette

Les membres de la CAME (*Coordinadora de Actividades Mercantiles Empresarias*) menacent le Gouvernement de ne pas payer leurs impôts, si rien n'est fait pas réguler le commerce illégal qui sévit dans les rues du centre de Buenos Aires. En effet, on estime à 67 millions de pesos le chiffre d'affaires mensuel des vendeurs ambulants qui ont leur activité dans la capitale argentine. En 3 ans, la crise et le chômage ont fait multiplier le nombre de ces vendeurs ambulants par 2,5. Ils sont, ainsi, passés de 5 000 en 1999 à 11 250 fin 2002.

Selon les commerçants, l'activité de ces personnes feraient baisser de 30% leurs ventes. Par ailleurs, ces vendeurs ne paient pas d'impôts, ce qui équivaut à une perte mensuelle pour le fisc de 12,82 millions de pesos en termes de TVA et de 2 millions de pesos en termes de revenus bruts. Par ailleurs, en moyenne, chaque vendeur ambulant gagne 240 pesos par jour. Cette somme ne leur permet pas de dégager des bénéfices importants, puisqu'elle couvre, en grande partie, le coût des marchandises.

Discrimination entre touristes et Argentins

Les touristes sont une manne pour certains commerçants qui n'hésitent pas à différencier les prix selon la nationalité du client. Ainsi, une paire de chaussures peut coûter soit 100 pesos ou 100 dollars (soit une différence de 350% au taux actuel de 3,5 pesos=1 dollar). Idem pour une chambre d'hôtel 5 étoiles dans le centre de Buenos Aires dont les prix oscillent entre 190 dollars ou 210 pesos, selon que le client soit, respectivement, étranger ou argentin.

Beaucoup de touristes ne refusent pas de payer plus cher, **en dollars**, à condition que la différence soit contrôlée par les autorités.

Brésil

Le point sur l'inflation 2002

Une fois de plus, l'inflation a été forte, avec, en décembre, une hausse des prix de consommateur de 2,10% comparé à décembre. Cela représente toutefois un ralentissement comparé à novembre, où l'Indice des Prix à la Consommation (IPCA) avait augmenté de 3,02% comparé à octobre.

Graph 2.10 : variation mensuelle de l'IPCA selon les capitales des États

Capitale	IPCA déc. %	IPCA nov. %	Capitale	IPCA déc. %	IPCA nov. %
Rio de Janeiro	2,28	3,25	Belém	2,82	3,22
Porto Alegre	2,02	2,73	Fortaleza	2,46	3,24
Belo Horizonte	1,90	2,58	Salvador	2,37	3,21
Recife	2,92	2,97	Curitiba	1,88	3,20
São Paulo	1,92	2,88	Goiânia	1,58	3,69
Brasilia	2,51	3,91	Général	2,10	3,02

Graph 2.11: variation mensuelle de l'IPCA par segment (en %)

	Rio	Porto Alegre	São Paulo	Brasília	Nacional
Général	3,01	2,46	2,29	3,25	2,70
Alimentation/boissons	5,39	3,86	3,76	2,79	4,25
Logement	3,14	0,68	1,30	1,85	1,61
Équipement du foyer	2,08	1,30	2,73	1,54	2,24
Habillement	1,25	0,85	0,74	0,51	0,98
Transports	0,28	2,83	0,39	7,88	1,97
Santé	3,13	3,49	4,00	3,52	3,14
Dépenses personnelles	3,03	3,20	4,89	4,36	3,51
Éducation	0,57	0,34	0,25	0,27	0,35
Communication	0,22	-0,52	0,23	0,01	0,04

128,39
125,00
125,00
125,00
120,00
110,00
110,00
100,00
101,39
100,00
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
101,39
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
100,00
10

Graph 2.12 : variation de l'Indice des Prix au Consommateur (IPCA) avec base décembre 1999=100

Un panier de base très cher

En 2002, le panier de base brésilien a augmenté de 22,7% en 2002. La plus forte hausse est enregistrée à Bahia, avec +31,5% et la plus faible par Rio de Janeiro, avec +16,16%. La hausse du panier est ainsi supérieure à la hausse du salaire minimum, qui a progressé de 11,11% dans l'année.

Parmi les produits ayant augmenté le plus, on trouve ceux cotés en dollars, comme le soja (+72,37%), la farine de blé (+71,43%), le sucre (68,29%), le pain français (+42,27%)...

Grah 2.13 : le coût du panier de base à décembre 2002

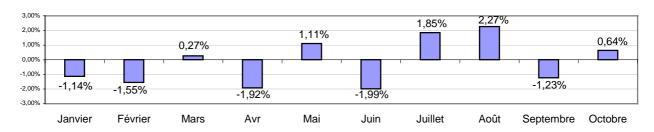
Capitale des États	Coût en reais	Variation en 2002
Porto Alegre	164,05	+25,11%
São Paulo	158,73	+23,43%
Curitiba	152,18	+16,46%
Belo Horizonte	150,94	+24,72%
Florianópolis	148,64	+16,27%
Brasilia	147,93	+16,40%
Rio de Janeiro	146,59	+16,16%
Goiânia	137,51	+29,53%
Belém	136,68	+23,81%
Vitória	135,49	+16,29%
Aracajú	133,28	+26,42%
Salvador de Bahia	126,99	+31,50%
Recife	124,81	+26,19%
Natal	124,65	+28,14%
João Pessoa	120,78	+22,89%
Fortaleza	119,39	+20,36%

À noter : en 2002, si l'on tient compte de l'inflation, les revenus moyens des Brésiliens ont reculé de 5,2% en même temps que le chômage progressait de 7,4% (ancienne méthode de calcul de l'IBGE).

Ventes, un bilan positif pour clore l'année

En octobre, les **ventes au détail** ont progressé de 0,64% comparé à octobre 2001, après une chute de 1,39% en septembre. Sur les 10 premiers mois, les ventes au détail ont donc reculé de 0,15% comparé à la même période 2001.

Graph 2.14: les variations des ventes au détail depuis janvier, comparé au même mois 2001



Par ailleurs, en novembre, **les ventes des supermarchés** brésiliens ont crû de 21,9% en données courantes et de 9,9% en données corrigées.

Les résultats des ventes dans la période de Noël, bien que disparates selon les sources, reflètent tous une hausse. Selon l'Association Brésilienne des Shoppings Centers-Abrasce, les ventes de décembre 2002 ont progressé de 8% comparé à décembre 2001, soit 5% de plus pour toute l'année. Ainsi, en 2003, la facturation des shoppings membres de l'Abrasce devraient atteindre 7 milliards de reais, pour 380 millions de visiteurs. En revanche, selon l'Association Brésilienne des Commerçants des Centres commerciaux, en décembre, les ventes n'auraient progressé que de 2% alors que pour la Fédération du Commerce Abram, les ventes ont augmenté de 3% à 4%.

Le crédit pousse les achats

Selon le Serasa, les ventes à crédit pour les fêtes de Noël ont progressé de 55,9% comparé à la même période 2001. Les multiples promotions et campagnes menées par les commerçants pour relancer une consommation au ralenti peuvent expliquer cette hausse, comme par exemple le paiement en 4 ou 6 fois sans frais. Les grandes gagnantes de ces paiements à tempérament sont les cartes de crédit, qui représenteraient 54% des ventes totales, contre 30%-35% en 2000. Ainsi, les cartes ont remplacé les chèques, moyen de paiement qui n'est

plus accepté par 20% des magasins.

<u>À noter</u>: en 2002, la facturation du marché des cartes de crédit devrait croître de 17,1% comparé à 2001 à 68,6 milliards de reais. Ce résultat est supérieur à celui prévu initialement, qui oscillait entre 14% et 16%. En 2003, le secteur devrait facturer 80 milliards de reais.

Davantage de centres commerciaux pour les prochaines années

En 2003 et 2004, 77 nouveaux centres commerciaux devraient être inaugurés dans tout le pays. Cela représente un investissement total de 4,9 milliards de reais. De ces 77 shoppings, 51 sont déjà construits.

En 2002, la facturation des centres commerciaux devraient atteindre 48 milliards de reais, soit 15,4% de plus qu'en 2001 (soit 4% hors inflation). Par ailleurs, malgré les taux d'intérêt élevés, les prévisions pour 2003 sont optimistes, avec une hausse attendue de 6%.

Actuellement, le pays compte 579 shoppings qui représentent 26% de la facturation totale du commerce de détail national et qui accueillent 4 millions de personnes par mois.

Graph 2.15: la composition des centres commerciaux

Types de centres commerciaux	2001	2002	N° de shoppings en construction	
Traditionnels	345	380	67	
Thématiques	56	54	4	
Outlets	19	18	-	
Grossistes	17	21	-	
Autres/de roulement	105	106	6	
TOTAL	542	579	77	

Résultats décevants pour l'électroménager

En 2002, les ventes d'appareils électroménagers ont progressé d'un petit 0,78%, loin des 6% prévus initialement. Ces résultats décevants sont dus à la chute de 1,54% enregistrée par les ventes de la ligne blanche (réfrigérateurs, congélateurs, lave-linge...). En revanche, les ventes de téléviseurs ont augmenté de 5,6% à 5 millions d'unités et celles de DVD ont progressé de 86,64% à 1 million d'unités!

Chili

Le bilan des ventes du commerce de détail...

Selon la Chambre Nationale de Commerce, en novembre 2002, les ventes du commerce de détail auraient progressé de 1,6% en glissement annuel.

Par secteur, les articles ayant enregistré les plus fortes hausses des ventes ont été :

- Les articles électriques : +7,9% ;
- L'habillement : +7,6%, et +10,9% pour les seuls vêtements féminins ;
- Les produits d'équipement du foyer : +3,3% ;
- Les meubles : +3,2% ;
- Les chaussures : +2%

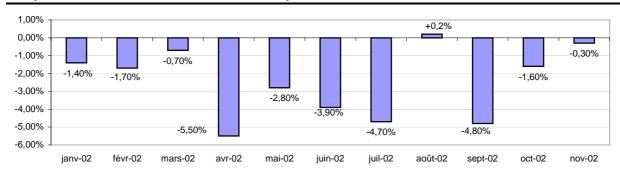
En revanche, les ventes de matériaux de construction ont reculé de 5,2% en glissement annuel et les ventes de supermarchés ont baissé de 0,3%.

Ainsi, sur les 11 premiers mois de l'année, les ventes n'auraient augmenté que de 0,5%. La conjoncture économique, régionale et mondiale, ont sapé le moral des Chiliens qui ont réduit leur consommation. En revanche, les crédits à moindre taux et les campagnes, agressives, de promotions de la part des magasins, ont limité la chute.

... et des supermarchés :

Selon l'Asach

En novembre, selon l'Association des supermarchés du Chili, les ventes des **supers** auraient reculé de 0,3% comparé à novembre 2001, soit une baisse de 2,5% sur les 11 premiers mois de l'année. En revanche, cela représente une hausse de 16,1% comparé à octobre. Avec –14,8%, c'est la catégorie des produits non traditionnels pour les supermarchés, comme les parfums, les jouets, les livres... qui a fait reculer les ventes de novembre comparé à novembre 2001. Ainsi, les consommateurs ont repoussé à décembre les achats de ces produits. En revanche les « produits périssables viande » et « périssables hors viande » ont progressé respectivement de 3,1% et 4% en novembre, soit, respectivement, une baisse de 0,8% et une hausse de 1,2% de janvier à novembre. Les ventes d'articles de bricolage ont crû de 2,7% en novembre accumulant une baisse de 4,1% sur les 11 premiers mois de l'année. Ainsi, selon l'Asach, pour l'année 2002, les ventes de supermarchés devraient reculer de 1,5%-2%.



Graph 2.16: variation des ventes des supers, / au même mois 2001, selon l'Asach

❖ Selon l'INE

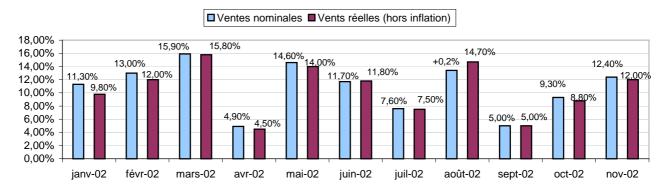
Les chiffres de l'Asach contraste avec ceux de l'Institut National de Statistiques, selon lequel les ventes des supermarchés auraient progressé de 4,2% comparé à octobre et de 12,4% par rapport à novembre 2001 (soit, respectivement, +3,9% et +12,0% en données corrigées des variations saisonnières). Ainsi, selon l'INE, de janvier à novembre, les ventes nominales des supermarchés auraient augmenté de 10,8% et les ventes réelles (sans tenir compte de l'inflation), de 10,5%.

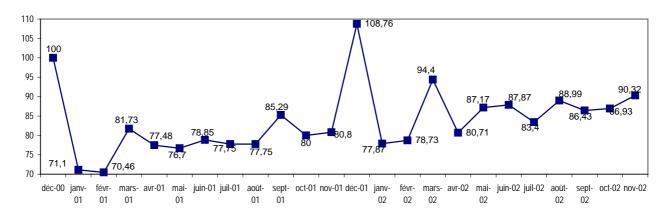
Ces chiffres prennent en compte 658 établissements ayant 3 caisses et plus, contre 644 en novembre 2001. Ainsi, si, entre novembre 2001 et novembre 2002, 32 supermarchés ont fermé, alors il y a eu 46 établissements d'ouverts.

Le nombre de supermarchés par Région

I Région	16	V Région	71	IX Région	57
II Région	25	VI Région	50	X Région	46
III Région	19	VII Région	35	XI Région	5
IV Région	29	VIII Région	94	XII Région	15
Région de Santiago		196	TOTAL		658

Graph 2.17 : variation des ventes des supers, comparé au même mois 2001, selon l'INE





Graph 2.18: variation de l'indice des ventes hors inflation avec décembre 2000=base 100

À noter que, à novembre 2002, le niveau des ventes réelles est bien en dessous de celui de décembre 2000. Il en est de même pour les ventes nominales, l'inflation ayant été contrôlée (**voir article suivant**).

Le commentaire d'iFi sur les années 2002 et 2003

La conjoncture internationale et régionale, avec notamment les crises uruguayenne, argentine, vénézuélienne, ont joué négativement sur le commerce, dont les résultats sont décevants.

Toutefois, les chaînes du pays n'ont pas stoppé les **investissements**, qui devraient se monter, pour 2002, à 1,6 milliard de dollars. Les investissements ont surtout concerné les **centres commerciaux**, suivi des **grands magasins** et des **supermarchés**. Parmi les grands investisseurs chiliens, on peut citer **Cencosud**, contrôlé par Horst Paulmann, qui a investi 300 millions de dollars dans ses différents formats (Jumbo, Easy, les *homecenters* et les centres commerciaux). **La Polar** s'est également développée pour devenir la 4ème enseigne de grands magasins, derrière Falabella (famille Solari), Almacenes París (famille Gálmez) et Ripley (famille Caderón). Falabella et Ripley ont renforcé leur croissance externe, ouvert leur propre agence bancaire et investi dans le secteur des supermarchés au Pérou. En revanche, le « cas Argentine » a eu de lourdes conséquences. Les groupes ont dû revoir à la baisse, voire suspendre, leurs projets d'investissement dans le pays voisin.

L'année 2002 a, également, été marquée par plusieurs **conflits internes**, comme la plainte déposée par Cencosud contre *Administradora Plaza Vespucio* (groupe Plaza), pour cause de position dominante. Une clause dans le contrat de location des locaux des centres commerciaux de Vespucio interdisait aux magasins présents dans les shoppings du groupe de s'implanter à proximité, ce qui portait préjudice au centre commercial La Florida, de Paulmann. L'autre conflit marquant a été celui de D&S contre ses fournisseurs qui remettaient en cause les conditions de prix d'achat imposées par la chaîne de supermarchés.

Les accords signés avec les États-Unis et l'Union Européenne devraient donner un coup de pouce au commerce, avec des exportations et des importations en hausse et l'accès pour les consommateurs chiliens à un plus grand nombre de produits et ... de prix.

En 2003, les prévisions tablent sur une progression de la consommation entre 2,3% et 3,3%. En effet, les consommateurs pourraient devenir plus optimistes au vu des résultats économiques 2002 du Chili, de sa relative résistance à la crise régionale et mondiale et de l'accord avec les États-Unis et l'UE. Par ailleurs, si l'on considère le nombre de chaînes présentes dans le secteur du commerce, on devrait assister à une concentration croissante. Enfin, les investissements devraient se maintenir. Ainsi, le budget prévu de 2000 à 2005 par les seuls supermarchés se monte à 490 millions de dollars.

Cartes de crédits : les grands magasins concurrencent les banques

À juin 2002, on comptait 2 536 443 cartes de crédit bancaires, dont 1 874 178 cartes « principales » et 662 265 cartes additionnelles, soit, en douze mois, une croissance nulle pour les 1ères et une baisse de 0,7% pour les secondes. Quant au montant dépensé, il a stagné à 243,7 millions de dollars, et ce malgré les campagnes des banques, comme le paiement en 3 fois sans frais.

En revanche, les **cartes de crédit des magasins** connaissent un développement important. Ainsi, si l'on considère les magasins Johnson's, Falabella, Ripley, Almacenes París et Tricot, il y aurait 4 120 000 cartes de crédit actives en circulation. Auparavant, ces cartes étaient dites « fermées », car réservées au seul magasin les distribuant. Aujourd'hui, les grands magasins ont signé un grand nombre d'accords commerciaux qui leur permettent de concurrencer les cartes de crédit des banques. Ainsi, la carte Johnson's est acceptée dans environ 60 enseignes, celle de Falabella dans 7, celle d'Almacenes París dans 5, celle de Ripley dans 27 et celle de Tricot dans 14.

Avec un marché aussi concurrentiel, le secteur se trouve dans une impasse. Si l'on considère, par ailleurs, que les grands magasins, dont notamment Falabella et Ripley, possèdent leur propre entité bancaire, il semble indispensable que des alliances soient conclues sur le secteur.

Colombie

Bilan plutôt positif pour les fêtes d'année...

Selon les commerçants colombiens, le bilan du niveau des ventes de Noël 2002 serait positif, avec des ventes supérieures de 40% à la moyenne mensuelle observée tout au long de l'année. Toutefois, cette année, la saison des achats de noël a été particulièrement courte, puisque elle s'est étendue du 15 décembre au 24 décembre, comparé aux périodes précédentes qui s'étalaient de mi-novembre à mi-décembre. Il semble que les consommateurs aient attendu le dernier moment pour effectuer leurs emplettes.

... et optimisme pour la rentrée scolaire

La traditionnelle *feria escolar* de 2003 (foire d'articles scolaires), qui précède la rentrée des écoles en Colombie, devrait représenter un chiffre d'affaires de 7,67 millions de dollars, soit une croissance modérée comparé à la saison 2002.

À noter: depuis le 1^{er} janvier, la TVA de certains articles est passée à 7%. Cette taxe passera à 16% dès janvier 2005.

Gel des prix chez les grossistes

Les principaux centres d'approvisionnement du pays ont conclu un accord avec le Ministère de l'Agriculture pour le gel pendant 45 jours des prix de 80 produits du panier de base de 44 millions de Colombiens.

Mexique

Le bilan des ventes

En octobre, les ventes au détail auraient progressé de 0,2% comparé à octobre 2001. Les ventes de gros continuent leur pente descendant avec –5,7%.

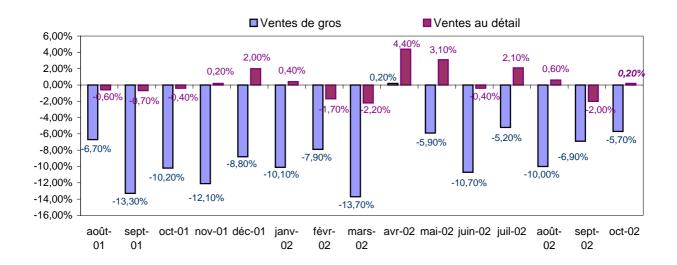
En 2002, le secteur du commerce ne devrait pas atteindre ses prévisions de croissance de 6%. Il a, en effet, été marqué par une hausse du chômage et une faible activité. Ainsi, de janvier à octobre, le nombre d'employés a reculé de 0,8% dans le secteur du détail et de 1,5% dans le secteur des ventes en gros. Dans le même temps, les ventes au détail ont progressé d'un petit 0,4% alors que les ventes de gros reculaient de 7,7%!

Ainsi, selon l'Antad, la croissance en 2002 devrait se situer aux alentours de 2% avec une facturation à 25 milliards de dollars.

<u>Le commentaire d'iFi</u>

Le secteur du détail a un important potentiel de croissance dans le pays. En effet, les ventes au détail représentent 20% des ventes totales, contre une moyenne de 60% dans les autres pays latino-américains.

Graph 2.19 : Variation des ventes au détail et de gros (/au même mois de l'année d'avant)



Pérou

La croissance du secteur de la distribution

Le Pérou a été un des seuls pays de la Région à enregistrer une hausse de la consommation en 2002, grâce à la demande croissante des classes les plus modestes et à l'apparition d'un certain nationalisme dans les habitudes de consommation.

Ainsi, on estime à +3,2% la hausse de la demande sur le secteur du commerce et, en 2003, cette tendance à la hausse devrait se poursuivre. Ce sont, là aussi, les classes aux revenus les plus modestes qui devraient soutenir cette croissance, Lima restant toujours le moteur. Pour faire face à la demande, un grand nombre de magasins devrait ouvrir dans la capitale, en particulier grâce à l'implantation du **centre commercial de la zone nord** de la capitale, le Mega Plaza.

Par ailleurs, si le cône nord de Lima connaît actuellement un développement important, il n'en est pas encore de même pour la **zone sud** de la capitale, qui reste encore mal approvisionnée. Le sud de Lima devrait être ainsi le prochain axe de développement, pour l'ouverture de magasins et centres commerciaux. De plus, il faudra considérer que 30% des habitants de cette zone de Lima ont leur propre entreprise, souvent artisanale. Un point à tenir compte pour l'offre, qui devra être composée aussi bien de produits de grande consommation que de produits professionnels. Autre zone à développer : celle se situant à l'ouest de la capitale. La population de l'ouest de Lima se caractérise par une grande hétérogénéité, avec la présence de toutes les classes sociales. L'offre devra donc être tournée aussi bien vers les hauts revenus que vers les classes modestes.

À noter: les zones est, ouest, nord et sud de la capitale regroupent 5 millions d'habitants, sur les 8 millions que compte Lima.

Les provinces ne connaissant pas le même rythme de croissance que la capitale, leur développement commercial devrait se faire après celui de Lima.

Un exemple de développement : l'électroménager

Nous n'avons de cesse de le souligner : le commerce de détail a un important potentiel de développement au Pérou. L'exemple type est l'électroménager. Ces dernières années, le secteur s'est développé jusqu'à atteindre les niveaux du Chili et dépasser celui de la Colombie, du Venezuela et de l'Équateur. La première raison de cette croissance est la vente en hausse d'appareils électroménagers mais aussi le développement des canaux de distribution qui offrent un meilleur accès au crédit. La croissance du secteur de l'électroménager devrait s'appuyer sur 3 types de chaînes de distribution : les grands magasins, les hypermarchés et les magasins spécialisés.

Un Noël positif?

Si les résultats définitifs ne sont pas encre parus, il semblerait que le bilan des ventes pour les fêtes de fin d'année soit positif. Ainsi, 8,5% des commerçants pensent que la saison a été très bonne et 27,5% pensent qu'elle a été bonne, contre respectivement 3,7% et 18,5% en 2001.

43,2% pensent qu'elle a été normale et 21,3% qu'elle a été mauvaise, contre respectivement 55,6% et 22,2% en 2001.

Uruguay

La hausse des prix se ressent surtout chez les grossistes

En 2002, le peso uruguayen a perdu 85% de sa valeur par rapport au dollar. En revanche, en termes de hausse des prix pour le consommateur, l'inflation n'a pas dépassé les 25%. La hausse a donc été surtout absorbée par les grossistes, qui voient leurs prix augmenter de 64,6% en 2002. C'est la plus forte hausse enregistrée depuis 1991.

Ainsi, différentes raisons expliquent la différence entre l'inflation des prix de gros et de détail :

- les commerçants n'ont pas répercuté les hausses enregistrée par les prix de gros sur les prix finaux, afin de maintenir la consommation ;
- les consommateurs uruguayens se sont tournés vers des produits moins chers, de 2^{nde} marque ;
- les supermarchés, les hypermarchés et les grands magasins ont multiplié les offres promotionnelles.

Toutefois, si la hausse subie par le consommateur reste relativement réduite, l'inflation a particulièrement touchée les articles de première nécessité, comme ceux faisant partie du panier de base. Ainsi, en moyenne, le prix des aliments ont progressé de 29%.

Noël a dépassé les prévisions

On attendait un Noël 2002 plutôt triste. Pourtant, les premiers résultats laissent présager un bilan positif, avec des ventes qui pourraient augmenter jusqu'à 10% comparé à 2001.

Dans la conjoncture actuelle, cette hausse a été possible grâce aux offres des magasins : paiement par carte de crédit en 5 ou 6 fois sans frais, décompte de la TVA le week-end qui a précédé le 25 décembre ou remises de 25% sur les ventes au comptant... Ainsi, ces promotions auraient fait baisser de 5% à 10% la valeur moyenne des achats. Par ailleurs, les choix se sont portés sur les produits de 2^{nde} marque et sur les articles de fabrication nationale.

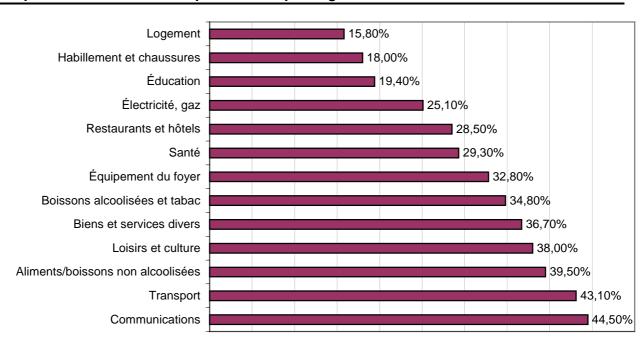
Venezuela

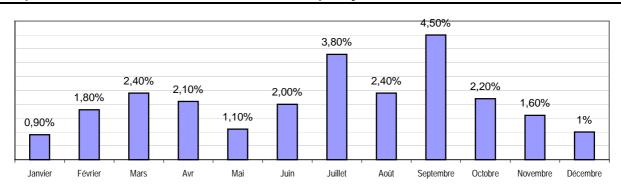
L'inflation la plus forte depuis 1997

En 2002, l'inflation des prix à la consommation a atteint 31,2%, soit 3 fois plus qu'en 2001. C'est la plus forte hausse enregistrée depuis 1997,où l'inflation avait atteint 37,6%.

L'inflation enregistrée en 2002 est due, principalement, à la dévaluation du bolivar, qui a perdu 80% de sa valeur et à la hausse de la TVA, qui est passée à 16,5%. Ainsi, les produits importés ont augmenté de 69,2% comparé à 2001 et les prix de gros ont accumulé une hausse, de janvier à novembre, de 51,8%. Seule une partie de cette hausse a été transférée sur les prix finaux au consommateur. Toutefois, parmi les produits ayant le plus augmenté, on trouve les articles de première nécessité, comme les aliments et les boissons, dont la hausse atteint 39,5%.

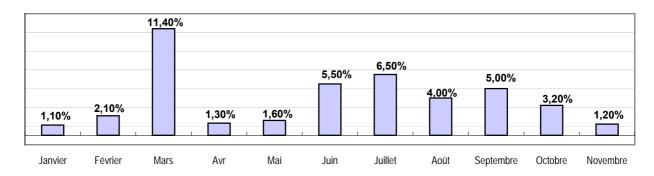
Graph 2.20 : l'évolution des prix en 2002 par segment





Graph 2.21 : l'évolution mensuelle de l'IPC depuis janvier

Graph 2.22 : variation mensuelle des prix de gros



Une fin d'année difficile pour le commerce

Si, en décembre, les ventes devraient être supérieures de 50% à novembre, leur niveau devrait toutefois être inférieur de 20% à 25% à décembre 2001. La crise économique, avec la hausse du chômage et l'augmentation des prix et la grève générale décrétée début décembre en sont les causes principales. La situation des magasins étaient, par ailleurs, compliquée par les difficultés d'approvisionnement, dues à la grève, qui fait perdre 8 milliards de bolivars par jour au secteur du commerce, soit environ 5,7 millions de dollars.

En 2002, le secteur du commerce a perdu 520 000 emplois. Ainsi, plus de 20 000 petites entreprises ont fermé, à cause de la baisse des ventes due à la perte de pouvoir d'achat des Vénézuéliens. Le pessimisme prévaut par ailleurs pour 2003, où seules 15% des petites entreprises envisagent de nouveaux investissements. Par ailleurs, le commerce pâtit, également, de la délinquance qui, depuis 1995, a augmenté de 60,2%. Cette hausse aurait produit un recul de 14,7% dans la capacité de croissance du commerce sur la période.

III. L'actualité des enseignes

Argentine

Un outlet dédié aux livres

Durant décembre 2002, le centre d'expositions de La Rural est devenu un *mégadiscompteur* pour les livres et autres accessoires du secteur. L'organisateur de l'événement a été le groupe **Ilhsa**, qui contrôle les chaînes de librairies Yenny et El Ateneo.

Depuis l'inauguration, le 29 novembre, près de 50 000 *porteños* (habitants de Buenos Aires), touristes, étudiants et familles... ont parcouru les rayonnages proposant 250 000 livres rangés par maison d'édition.

Les prix de ventes étaient entre 30% et 40% inférieurs à ceux pratiqués dans les librairies grâce aux accords passés avec les maisons d'édition Sudamericana, Planeta, Paidós et Alfaguara, pour ne citer que quelques unes. La moyenne des ventes par personne a été de 40 pesos (11 dollars) et les champions des ventes ont été les livres pour enfants à 1 peso l'exemplaire et les livres d'art édités par le Fondo de Cultura Económica à 29 pesos l'exemplaire.

Malgré l'intérêt de la manifestation, il semblerait que le niveau de ventes attendu n'a pas été atteint. Beaucoup de visiteurs ont trouvé, par ailleurs que les prix étaient, parfois, supérieurs à ceux pratiqués dans le rayon librairie de quelques grandes surfaces ou magasins spécialisés.

L'attrait d'Unicenter Shopping

Le centre commercial propriété du groupe chilien **Cencosud** (Horst Paulmann) a incorporé 15 marques de vêtements, de services et de décoration à son offre commerciale.

Les nouveaux locataires d'Unicenter sont Zoel, Jazmín Chebar, El Rodeo, Todo Moda, Banco Privado, Bensimon, Numa...

Centres commerciaux : propriétaires vs locataires

La reprise des ventes dans les centres commerciaux a fait renaître la dispute classique entre les propriétaires des murs et leurs occupants. Ainsi, après un premier semestre 2002 exécrable (le pire que le secteur ait connu), Alto Palermo Centros Comerciales-APSA, propriétaire des centres commerciaux Alto Palermo, Abasto Shopping, Alto Avellaneda, Patio Bullrich, Paseo Alcorta, Buenos Aires Design... a procédé à une augmentation des charges de 10%, profitant de l'amélioration des ventes.

La **Cámara de Grandes Marcas-CGD**, qui regroupe les enseignes qui louent des locaux dans les centres commerciaux conteste, la décision en faisant valoir qu'APSA utilise l'argument de la hausse des charges pour ajuster les valeurs correspondant aux loyers.

Les sommes payées par les commerçants des shoppings se composent des éléments suivants :

- lover fixe mensuel:
- pourcentage sur les ventes brutes ;
- charges communes (addition des dépenses assumées par le shopping : salaires, équipements, nettoyage, surveillance...);
- fonds pour les promotions/marketing

APSA aurait profité d'une hausse des ventes en décembre 2002 de près de 100% par rapport à décembre 2001 (en pesos) pour réajuster les charges de 10% et faire passer de 12% à 15% le pourcentage sur les ventes, pour alimenter le fonds de promotions du centre.

Les actionnaires d'APSA sont IRSA, Goldman Sachs et le groupe chilien Said.

Mr. Bricolage à Buenos Aires ?

A cause de la crise économique, la chaîne de bricolage a suspendu ses projets d'ouverture dans la capitale argentine.

Le format projeté serait similaire à celui du magasin ouvert dans la ville de Córdoba, soit 2 500m² nécessitant un investissement d'environ 2,5 millions de pesos.

La musique de Yenny

La chaîne de librairies a ouvert un local dans le centre commercial Alto Palermo dédiée entièrement à la musique. En même temps, Yenny a incorporé cette gamme dans les magasins situés dans les Galerías Pacífico de la rue Florida et dans le shopping Paseo Alcorta. Avec cet agrandissement, la chaîne de magasins contrôlée par le groupe Ilhsa a pris près de 5% de PDM des disques totalisant 20% de PDM. Cette expansion correspond au vide laissé par la disparition de Musimundo dont les locaux d'Alto Palermo (900m²) occupés, désormais, par Yenny qui y a investi 2 millions de pesos.

Actuellement, Ilhsa possède 25 librairies dont 17 ont un rayon musique. Le groupe est contrôlé par la famille Bulgheroni (90%) et le pétrolier Isaura (10%) et prévoit de facturer 50 millions de pesos en 2002.

Les cosmétiques de Midori

Depuis 3 mois, la ligne de produits Avon a un concurrent, avec le lancement sur le marché de Midori.

Cette entreprise propose de produits de beauté et des accessoires vendus directement chez les consommateurs à travers un catalogue.

Brésil

Pão de Açúcar contraint de vendre Sé...

Le Conseil Administratif de la Défense Économique (Cade) a exigé que la chaîne de supermarchés mette en vente la **marque** Sé. Cette vente est la condition *sine qua non* pour que l'achat par Pão de Açúcar de la chaîne Sé, qui appartenait auparavant au groupe portugais Jerônimo Martins, soit validé par le Cade.

L'achat des 60 magasins *paulistas* Sé par Pão de Açúcar avait été la plus grande opération d'acquisition de la chaîne, qui avait dû débourser 270 millions de reais.

Mais le projet de Pão de Açúcar de changer l'enseigne des magasins Sé juste après leur achat avait été rejeté par le Cade. Seuls 6 magasins ont, pour le moment, obtenu l'autorisation pour passer sous l'enseigne de Pão de Açúcar.

... s'intéresse au développement durable...

Pão de Açúcar lancera, dès mars, le programme « Caras do Brasil » (Les visages du Brésil). Ce programme propose de vendre des produits écologiques fabriqués par des petites et des moyennes communautés manufacturières de tout le pays.

Cette initiative donne aux petits producteurs la possibilité d'avoir accès au très important marché du bio.

... et reçoit un prêt de la BNDES

Pão de Açúcar a reçu un prêt de 367 millions de reais de la Banque Nationale de Développement Économique et Social pour appuyer le plan de développement de la chaîne de supermarchés, qui se monte à 540 millions de reais.

Ainsi, en 2003, Pão de Açúcar prévoit d'investir 240 millions de reais dans l'ouverture de nouveaux hypermarchés et dans l'achat de terrains, 200 millions de reais dans la rénovation de magasins et 100 millions de reais en technologie, logistique...

La folie des promotions de Magazine Luiza

Les méga soldes annuels organisés dans les 127 points de vente de la chaîne de grands magasins, qui a proposé des articles jusqu'à 70% moins chers qu'en temps normal, a attiré une foule de consommateurs.

Certains ont même fait la queue pendant les 11 jours qui ont séparé Noël du début de ses soldes! Exemple de stratégie: la mère gardait sa place pendant la nuit et, à l'heure d'aller travailler, était remplacée par sa fille!

Un nouveau centre commercial Iguatemi

En 2002, le promoteur carioca, qui gère 12 centres commerciaux, prévoit d'investir 65 millions de reais dans la construction d'un centre commercial à São Paulo. L'accord devrait être donné en avril ou en mai.

São Paulo compte déjà un grand nombre de shoppings. Le groupe *Nacional Iguatemi* mise donc sur une zone encore vierge de shoppings.

Nacional Iguatemi a investi São Paulo pour la première fois en 2002, avec la construction du Shopping Taboão, situé à Taboão da Serra. L'investissement s'est élevé à 80 millions de reais. Le Shopping Taboão compte 180 magasins et facture 25 millions de reais par mois.

Par ailleurs, en 2003 et 2004, Nacional Iguatemi investira 20 millions de reais dans l'agrandissement du Shopping Grande Rio et 15 millions de reais pour augmenter le nombre de magasins de Iguatemi Salvador.

Chili

Cristóbal Lira revoit la stratégie de D&S

Le nouveau Directeur Général de la chaîne chilienne qui opère les enseignes Líder, Ekono et Almac a défini comme priorité pour 2003 la consolidation des investissements réalisés les années précédentes, à travers une efficacité et une productivité accrues.

La chaîne détient 30% de parts de marché et les produits qu'elle propose comptent pour 8% des dépenses totales des consommateurs chiliens.

D&S et Royal Ahold : histoire de dettes

Disco, contrôlé par Royal Ahold, doit 90 millions de dollars à D&S pour l'achat des magasins Ekono en Argentine. Ainsi, Disco voudrait pesifier cette dette, selon les termes de la convertibilité argentine, ce qui ferait diminuer la dette de 38 millions de dollars. La proposition a été refusée par D&S car (1) Disco n'est pas une chaîne domiciliée en Argentine et (2) la chaîne s'était engagée à rembourser en dollars. À suivre...

LUKAdi\$count dépasse les espérances

La chaîne **Supermercados Ribeiro** (famille González), avait ouvert, début octobre, son premier hard discount dans la municipalité de La Florida, sous le nom de LUKAdi\$count. Initialement, ce projet avait 5 mois pour atteindre les objectifs fixés par la chaîne, soit des ventes de 27 000 dollars par mois. Pari tenu, puisque 2 mois après l'inauguration du 1^{er} magasin, un 2nd LUKAdi\$count a ouvert ses portes et qu'en 2003, 6 autres devraient ouvrir à Santiago.

L'investissement requis par magasin est de 140 000 dollars, pour un ROI de 210 000 dollars dès le premier mois d'opérations. Les nouveaux magasins seront situés dans des quartiers passants, avec un mix de 350 produits. Ribeiro veut ainsi devancer sur ce segment Líder et Santa Isabel, qui projetteraient, également, de développer leur propre *hard-discount*.

En 2002, les ventes de Supermercados Ribeiro ont progressé de 3,6% à 13 millions de dollars, un résultat meilleur que prévu au départ (un recul de 10% du chiffre d'affaires). Pour arriver à ce résultat, la chaîne a mis en place divers projets, dont des alliances avec les cartes de crédit Din et Johnson's, des remises de 100 000 pesos (140,25 dollars) sur le plus gros achat du jour...

La nouvelle franchise de Zofri

La **Zona Franca de Iquique** a accueilli une nouvelle enseigne qui a fait passer de 500 dollars à 1 000 dollars par personne le minimum autorisé pour l'achat de biens. Cela a joué sur le chiffre d'affaires de Zofri, dont les ventes entre septembre et novembre augmentent de 5%. Cela permet d'équilibrer les résultats négatifs des 9 premiers mois et donne la possibilité à Zofri de clôturer 2002 avec une croissance nulle. Pour 2003, les prévisions sont optimistes, avec une hausse des ventes de plus de 28% à 90 millions de dollars.

Le 1^{er} avril, l'administration de la zone franche remettra au Ministère de l'Intérieur une nouvelle proposition de développement, appelée Zofri II. L'idée est de faire de Zofri une plate-forme technologique et d'inciter les entreprises du secteur à s'y installer.

Grupo Plaza investit dans son développement

D'ici la fin 2003, Grupo Plaza devrait débourser 105 millions de dollars dans ses 5 centres commerciaux (Vespucio, Tobalaba, Oeste, La Serena et El Trébol). Ainsi, 63 millions de dollars correspondront à de nouveaux shoppings et le reste à des rénovations.

12 supermarchés de plus pour Montecarlo

D'ici 2006, la chaîne de supermarchés prévoit d'ouvrir 12 nouveaux locaux, soit 3 par an, afin d'augmenter ses parts de marché, qui étaient de 2,6% à septembre 2002. Contrôlé par la famille Cantergiani, **Montecarlo**, qui compte 11 magasins dans le pays, semble bien parti dans ce sens, avec une hausse de ses ventes de 22% comparé à 2001, à 150 millions de dollars.

Par ailleurs, Supermercados Montecarlo remplacera l'enseigne Unimarc dans 3 locaux situés à Cantagallo (commune de Lo Barnechea), à Las Condes et à Ñuñoa. En effet, l'évêché chilien, propriétaire de ces terrains, a décidé de ne plus les louer à la chaîne Unimarc, propriété de Javier Errázuriz. Cette décision affectera sans doute les parts de marché d'Unimarc, qui sont déjà passées de 4,8% en 2001 à 3,7% en septembre 2001.

GAP mise sur le Chili

La chaîne nord-américaine de vêtements pour adultes et enfants prévoit d'ouvrir son premier magasin d'Amérique Latine à Santiago du Chili, dans le centre commercial Parque Arauco (propriété du groupe Said), situé sur l'avenue Kennedy.

La suite du procès entre Cencosud et Plaza Vespucio

<u>Rappel</u>: Cencosud, contrôlé par Horst Paulmann, avait porté plainte contre Plaza Vespucio (propriété de Grupo Plaza, contrôlé par Falabella et Almacenes Paris), à la *Fiscalía Nacional Económica* pour entrave à la libre concurrence. Ainsi, selon Cencosud, Plaza Vespucio ferait pression sur les locataires de ses centres commerciaux pour qu'ils n'installent pas d'autres points de vente dans un rayon inférieur à 5km.

Cette mesure porterait tort au centre commercial de Horst Paulmann, Florida Center (255 000m² construits, 190 magasins sur 3 niveaux, 1 Jumbo, 1 Easy, 4 autres locomotives, dont Ripley et La Polar). Plaza Vespucio ne dément pas l'existence d'une telle clause dans ses contrats de location, tout en soulignant que cette condition n'est pas *sine qua non* et qu'elle permet seulement aux locataires qui l'acceptent d'avoir des avantages sur le prix de location. Plaza Vespucio souligne, également, que cette clause sert à garantir le *mix* de produits sur une zone donnée.

La décision devrait être prise début 2003. Toutefois, Pedro Mattar, le Procureur économique chargé de l'affaire, a suggéré à la *Commisión Resolutiva* quelques sanctions qui pourraient être prises à l'encontre de Plaza Vespucio, comme la modification des contrats, la dissolution de ces accords, des amendes et même des peines de prison. À suivre...

Colombie

Olímpica s'empare de Febor

La chaîne de supermarchés et de drogueries a fêté ses 50 ans avec l'achat de 17 magasins de la chaîne de supermarchés **Febor** de Bogota dont 8 supermarchés, 2 super drogueries, 2 drogueries... (700 employés).

En 2001 le chiffre d'affaires de Febor a atteint 37 millions de dollars et en 2002 les prévisions tablent sur 40 millions de dollars environ.

Créée par le Fonds d'Employés du Banco de la República, la chaîne **Febor** possède 5 700 adhérents environ.

Olímpica est née à Barranquilla en 1953 et compte actuellement 148 magasins dans 17 villes du pays. Le groupe présidé par Antonio Char figure à la 12^{ème} place parmi les principales entreprises du pays et la 3^{ème} dans le secteur du commerce avec un chiffre d'affaires de près de 410 millions de dollars annuels.

Parallèlement, Olímpica a annoncé l'achat d'un magasin **Autoservicio Record Limitada** sis dans la ville de Santa Marta.

Enfin, le groupe a pris le contrôle de 70% de la société **Portal de la 80** spécialisée dans la réalisation et la vente de **centres commerciaux**.

En 2003, Portal de la 80 démarrera la construction d'un centre commercial dans la rue 80 de Bogota qui abritera un supermarché Olímpica.

Davantage d'Éxito pour Casino

En février 2003, la filiale locale de la chaîne française participera à l'achat de 3,08% des actions détenues par Fiducolombia-Fideicomiso-Almacenes Éxito. Il s'agit de 6,2 millions de titres à 6 200 pesos l'unité.

Cet achat serait effectué par Bergsaar BV, la filiale hollandaise de Casino détentrice de 29% du capital d'Éxito.

<u>Rappel</u>: Bergsaar et Almacenes Éxito contrôlent, à leur tour, la Cadena de Tiendas Venezolanas-**Cativen** du Venezuela.

Les ventes de Virtualexito...

En 2002, les ventes *on-line* du site dédié au commerce électronique de la chaîne Éxito ont progressé de 20% par rapport à 2001.

L'achat d'articles audio-vidéo représente 38% du chiffre d'affaires, suivi par le petit électroménager (12%), la musique (9%), les jouets (7%)...

70% des opérations sont réglés par les cartes de fidélité d'Éxito et 12% par cartes de débit.

...et les ventes de fournitures scolaires

Entre le 7 janvier et le 28 février, la chaîne de magasins propose une promotions spéciale rentrée des classes.

Pour tout achat supérieur à 100 000 pesos (35 dollars) en fournitures, chaussures et uniformes scolaires, Almacenes Éxito offrira une assurance jeunes couvrant les risques d'accidents.

Carulla achète Carulla

La chaîne de supermarchés a procédé à des achats de 69 412 actions propres. Avec cette dernière opération, Carulla Vivero a racheté au total 958 690 actions de la société.

Du luxe pour les Colombiens

Le Collezioni, le magasin qui propose les griffes les plus prestigieuses de l'habillement, a annoncé qu'en 2002 ses ventes ont progressé de 70% par rapport à 2001.

Aux marques Hugo Boss, Louis Vuitton, Armani, Ferragamo... le groupe dirigé par Alexander Sielke prévoit d'introduire Hermenegildo Zegna, Pringle...

Parallèlement, les ventes de parfums **Cartier** ont grimpé de 17% contrôlant 35% de PDM du segment luxe.

Mexique

Walmex bat son record

En 2002, les ventes de la filiale locale de la chaîne américaine ont atteint 10,58 milliards de dollars, soit une hausse de 13,1% comparé à 2001 et le niveau le plus haut de son histoire. À nombre égal de magasins, la hausse des ventes atteint 3,7%. Par ailleurs, dans l'année, la chaîne a investi 504,4 millions de pesos, notamment dans l'ouverture de 50 nouveaux magasins, dont :

- 19 restaurants:
- -13 Bodegas;
- 13 Wal-Mart supercenter;
- 4 Sam's Club;
- 1 Superama.

Le nombre des clients ayant effectué leurs achats dans les magasins de la chaîne a progressé de 13% à nombre total de magasins et de 3,3% à nombre égal de magasins, à 548 millions de visites.

En novembre, les ventes de Wal-Mart ont atteint 928,5 millions de dollars, soit +14,2% comparé à novembre 2001 et +5,6% à nombre égal de magasins. En décembre, la chaîne a facturé 1,47 milliard de dollars, soit 5% de plus qu'en décembre 2001 (+1,9% à nombre égal de magasins).

La stratégie de Comerci

Pour pouvoir mieux résister à la concurrence croissante des autres chaînes et, en particulier de Walmex, la 2^{nde} chaîne du commerce de détail du pays cherche à former des alliances ou à vendre une partie de l'entreprise. Mais aucun acteur international ne s'est pas encore manifesté. Comerci a donc décidé de prendre les devants afin de trouver un associé.

Dans ce sens, Comercial Mexicana a signé une lettre d'intention pour acquérir les 5 magasins **Auchan** pour 91 millions de dollars et pour avoir accès à la Centrale d'Achats Internationale de la chaîne française. Ainsi, **Comerci élimine un concurrent, se positionne sur le centre du pays et bénéficie des achats groupés d'Auchan au niveau international.**

Des dizaines de chaînes régionales se concurrencent au Mexique, dont Chedraui, Casa Ley, Soriana, Gigante et HEB, qui pâtissent de plus en plus de la concurrence et de la force de Walmex.

Pour pouvoir faire face à cette situation et améliorer ses marges, Comerci a licencié 3% de son personnel et a lancé un plan de réduction des prix. Mais cette baisse des prix alliée à un recul en termes de parts de marché a diminué de 6,3% les ventes totales de la chaîne et a fait reculer de 8% ses revenus à nombre égal de magasins à 3 milliards de dollars.

En revanche, succès de la chaîne fin 2002 : Comerci s'est chargé des bonscadeaux du personnel administratif de la ville de Mexico, soit un contrat de 143 millions de dollars remportés contre Wal-Mart. **Cela a permis à Comerci de gagner 300 000 nouveaux clients**!

La dynamique du sport selon Martí

Le groupe investirait 12 millions de dollars en 2003 dans la construction de 4 salles de sport Sport City (à Interlomas, à Mexico, à Cancún et à Guadalajara) et l'ouverture de 3 magasins Martí, de 1 Nike-Shop et d'un Soccer-Soccer.

Pérou

Les projets de Royal Ahold

En 2003, le groupe prévoit d'investir 35 millions de dollars dans la construction de nouveaux Plaza Vea et la rénovation de supermarchés Santa Isabel, qui pourraient, par ailleurs, changer de raison sociale. Par ailleurs, le groupe espère reprendre le plan de développement du discounter Minisol.

Plaza Vea est le moteur de croissance du groupe dans le pays, puisque les 5 hypermarchés de l'enseigne représentent 35% des ventes totales du groupe, qui devraient atteindre 270 millions de dollars, soit 20% de plus qu'en 2001.

Les résultats du groupe E. Wong

À septembre 2002, les ventes nettes de la chaîne de supermarchés ont atteint 406,4 millions de dollars, soit 13% de plus qu'à la même période 2001 et ses bénéfices ont été de 81 millions de dollars.

Dans le but d'accroître son efficacité et de centraliser les opérations des magasins E. Wong et des hypermarchés Metro, soit 27 locaux au total, le groupe a décidé de créer Corporación E. Wong SAC.

Davantage de jouets du groupe Rash?

Le groupe, propriété de la société Ace, pense augmenter de 15% ses ventes en 2002. Par ailleurs, la chaîne a décidé de changer la raison sociale de ses magasins pour se lancer dans un nouveau format de magasins, plus petit (300m²). Ainsi, les points de vente « Mi Juguetería » deviennent des « Toy Center ».

<u>À noter</u> : ces 4 dernières années, les prix des jouets importés ont baissé de 30% à 40% grâce à l'entrée sur le marché péruvien d'importants distributeurs.

Tottus : l'attrait de la nouveauté

Pendant les fêtes de fin d'année l'hypermarché, ouvert récemment et contrôlé par la chaîne chilienne Falabella, a été visité par 75 000 personnes par jour.

Venezuela

Rideau baissé pour les shoppings

Depuis le début de la grève nationale, les grands et moyens centres commerciaux du pays ont perdu près de 215 millions de dollars. Cela a provoqué la suppression de 250 000 emplois.

Après avoir enregistré une progression des ventes entre 1999 et 2001, l'année 2002 s'achève avec un recul de plus de 60% du chiffre d'affaires. Ainsi, près de 15% du total des locaux loués dans le shoppings ont été contraints de mettre la clef sous la porte.